

2011
Mitec Telecom Inc.
Rapport du Troisième Trimestre
Pour la période de neuf mois terminée le 31 janvier 2011



Rapport de gestion

Mitec Telecom Inc. (« Mitec » ou la « Société ») est un chef de file dans la conception et la fourniture de produits de radiofréquences (« RF ») destinés aux secteurs des télécommunications et des communications par satellite et à divers autres secteurs. La Société sert une clientèle internationale composée de fournisseurs de réseaux qui intègrent ses produits à des réseaux sans fil à haut rendement utilisés pour la transmission de la voix et des communications de données/Internet, permettant ainsi la communication vers les usagers finaux partout à travers le monde. Établie à Montréal, au Canada, la Société exploite également des installations aux États-Unis et en Chine. Mitec Telecom Inc. est inscrite à la Bourse de Toronto sous le symbole MTM.

Le présent rapport de gestion décrit du point de vue de la direction de Mitec, les résultats que la Société a obtenus au cours des périodes de trois mois (troisième trimestre de l'exercice 2011) et de neuf mois terminées le 31 janvier 2011. Ce rapport de gestion comprend un examen de la situation financière de Mitec et une analyse des activités de chacun des secteurs d'exploitation de Mitec pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011 en comparaison avec le trimestre terminé le 31 janvier 2010 (troisième trimestre de l'exercice 2010) et pour la période de neuf mois terminée le 31 janvier 2011 en comparaison avec la période terminée le 31 janvier 2010.

Ce rapport de gestion complète les états financiers consolidés intermédiaires pour la période terminée le 31 janvier 2011 sans en faire partie. Il vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances, les risques et les incertitudes revêtant une certaine importance, liés aux résultats d'exploitation de chaque secteur d'activités et il doit être lu avec les états financiers consolidés vérifiés en date du 30 avril 2010. Les états financiers de Mitec ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Tous les montants indiqués dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire, et tiennent compte de l'information disponible au 28 février 2011. Des informations supplémentaires sur la Société sont disponibles sur le site Internet de SEDAR : www.sedar.com.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes actuelles de la Société liées aux événements futurs. Dans la mesure où des déclarations contenues dans ce document contiennent de l'information qui n'est pas de nature historique, ces déclarations sont essentiellement prospectives et souvent identifiées par des mots comme «anticiper», «prévoir», «estimer», «évaluer», «projeter», «planifier» et «croire». Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Mitec, notamment l'évaluation par la direction des plans et des activités d'exploitation futurs, certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs et sont assujettis à des risques, à des incertitudes et à d'autres facteurs importants qui peuvent amener les résultats d'exploitation réels de la Société à différer de manière importante des résultats exprimés ou envisagés selon ces énoncés. Ces facteurs englobent, sans toutefois s'y limiter, l'incertitude liée à la continuité de l'exploitation, l'incidence de la conjoncture économique générale, la situation dans le secteur, y compris les modifications apportées aux lois et aux règlements, l'intensification de la concurrence, la pénurie de personnel ou de gestionnaires compétents, les fluctuations du prix des marchandises, les taux de change ou les taux d'intérêt, la volatilité des marchés boursiers et les répercussions des conventions comptables promulguées par les autorités de normalisation canadiennes. Certains de ces facteurs sont analysés plus en détail sous la rubrique «Risques et incertitudes» de ce rapport et sous la rubrique « Facteurs de risques » de notre notice annuelle datée du 23 juillet 2010.

Bien que la Société croit que les attentes exprimées dans les énoncés prospectifs sont fondées sur les renseignements disponibles à la date où ils ont été formulés, rien ne peut garantir que

ces attentes se révéleront exactes. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. La Société n'est pas dans l'obligation de mettre à jour ces énoncés prospectifs à moins d'y être tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables. Tous les énoncés prospectifs ultérieurs, qu'ils soient exprimés verbalement ou par écrit par la Société ou quiconque agissant pour son compte, doivent être considérés expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées.

APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Avant leur publication, les états financiers consolidés intermédiaires de Mitec et ce rapport de gestion, selon la recommandation du comité de vérification, ont été approuvés par le conseil d'administration.

PROFIL

Mitec Telecom Inc. a été constituée en 1972. Ses activités, qui consistent en la conception et la fabrication de produits de télécommunications, se répartissent en deux principaux secteurs d'activité : les télécommunications sans-fil («Télécommunications») et les communications par satellite et terrestres («Communications par satellite»).

Le secteur Télécommunications comporte la conception, la fabrication et la vente de sous-systèmes de conditionnement et d'amplification de RF de pointe pour les stations de base sans-fil et cellulaires. Ces composantes sont distribuées partout dans le monde et sont intégrées à des infrastructures de communication sans fil à haut débit qui permettent la transmission de la voix, des communications Internet/données ainsi que certaines composantes-clés des communications multimédias qui connaissent présentement une croissance sans précédent. Mitec travaille en étroite collaboration avec ses clients, dont les plus grands fournisseurs de composantes de télécommunications connaissant la croissance la plus rapides, ainsi que les opérateurs télécoms spécialisés, afin de concevoir et fabriquer des solutions capables de les aider à atteindre leurs objectifs respectifs. La capacité de pouvoir travailler en étroite collaboration avec ces clients autant au niveau de la conception que de la fabrication à son usine localisée en Chine, permettent à Mitec de se démarquer de ses concurrents, bien que maintenant la compétition chinoise devienne de plus en plus importante. Mitec a obtenu le statut de fournisseur privilégié avec plusieurs joueurs-clé internationaux du monde des télécommunications à la suite de la commercialisation de ses produits.

Le secteur Communications par satellite dégage des produits d'exploitation de la conception, de la fabrication et de la vente de composantes et de sous-systèmes RF destinés aux stations terrestres de relais par satellite que les fournisseurs de services de diffusion télévisuelle directe par satellite intègrent à leurs réseaux de micro stations terriennes utilisant les terminaux à très petite ouverture d'antenne («VSAT»). Le secteur génère aussi des produits de ses applications reliées aux amplificateurs de puissance à semi-conducteurs à état solide (« SSPA »), composées de plusieurs propriétés intellectuelles et protégées par des brevets, principalement pour les communications des gouvernements, des principales firmes d'intégration des communications militaires ainsi que les systèmes radar.

Mitec, dont la présence est établie et reconnue sur les marchés des télécommunications sans fil et par satellite, est bien positionnée pour bénéficier de la croissance future reliée au marché des télécommunications. La Société utilise sa flexibilité et l'expertise de son équipe d'ingénierie afin de solutionner les problèmes de bande passante, de vitesse, de capacité et de fiabilité reliés à la rapide croissance des télécommunications sans fil dont font face les sociétés de télécommunications partout dans le monde.

La Société possède définitivement un avantage compétitif dans le secteur militaire grâce à la technologie brevetée de Keragis, une filiale dont elle favorise l'éclosion, adressant un marché potentiel de un milliard de dollars dans le domaine des applications militaires nécessitant des communications, micro-ondes ou par radar, de grande puissance et de large bande passante en plus de leurs intégration physiques et électriques. Cette technologie a des applications multiples et bien que la qualification militaire puisse impliquer plusieurs niveaux d'intégration et de longs délais de qualification, les possibilités liées au cycle de vente pour cette technologie démontrent un modèle de revenus récurrents à long terme une fois que la qualification et la sélection ont eu lieu.

Le siège social de Mitec est situé à Montréal, au Canada et la Société possède d'autres exploitations à Suzhou (Chine) et à Poway (États-Unis). Au 31 janvier 2011, la Société comptait 248 employés à l'échelle mondiale; cependant, suite au dessaisissement des actifs localisés en Chine, effectif en date du 28 février 2011, ce nombre a été réduit à 123.

Mitec a annoncé lors de son assemblée annuelle tenue à l'automne 2010 une stratégie visant à rationaliser ses opérations pour s'assurer que (i) chaque division démontrera une contribution positive pour l'avenir et (ii) chaque division soit gérée séparément pour optimiser pleinement leurs valeurs en fonction de leurs performances respectives.

FAITS SAILLANTS

Le troisième trimestre de l'exercice 2011 a confirmé que le changement prévu depuis longtemps dans la stratégie de vente de la Société, impliquant l'introduction d'une nouvelle série de lignes de produits développés dans les années antérieures a débuté à porter ses fruits. Tandis que les revenus pour le troisième trimestre de l'exercice 2011 ont augmenté de 16 % par rapport aux revenus du troisième trimestre de l'exercice 2010, la marge brute a augmenté de 24% durant la même période.

La stratégie de commercialisation des produits telecom de Mitec comprenant principalement le développement de solutions pour améliorer la bande passante des clients a démontré de l'intérêt de la part d'une vaste base de clients actuels et nouveaux qui sont confrontés à des contraintes budgétaires face à l'acquisition d'équipements mais qui doivent tout de même s'assurer d'offrir à leurs clients une capacité à large bande améliorée. Mitec a annoncé plusieurs nouvelles commandes pour ces produits au cours des mois passés tel qu'indiqué ci-après. Mitec est de plus impliquée présentement sur des possibilités d'ententes à long terme à une plus grande échelle qui montrent des progrès encourageants.

Ces produits comprennent les diplexers, les amplificateurs de puissance montés sur tour (« TMB ») ainsi que des systèmes distribués antenne (« DAS ») et continuerons de contribuer au chiffre d'affaires des Télécommunications pour les années futures. Ainsi, la société continue sa percée sur le marché des opérateurs de télécommunications en Amérique du Nord afin de développer sa clientèle et a annoncé la conclusion de plusieurs contrats avec l'une des sociétés de télécommunications connaissant la croissance mondiale la plus rapide; cette société a qualifié Mitec pour plusieurs grandes déploiements à long terme visant à intégrer des réseaux 4G dans le monde entier au cours des prochaines années. Ce même client a également qualifié Mitec comme son principal fournisseur pour les radios point-à-point qui assurent une plus grande vitesse et des solutions de transmission de capacité pour le marché des télécommunications ainsi que pour la fabrication des guides à ondes flexibles.

Le segment Communication par satellite de Mitec a lancé une série de lignes de produit appelée MTX au cours de l'exercice précédent et a maintenant réussi à pénétrer le marché VSAT avec ces nouveaux produits, qui ont été reconnus comme la ligne standard des produits futurs. Cette ligne de produits a différencié la société de ses concurrents et ses revenus sont à la hausse ainsi que son profit brut qui s'établit à environ 35%. L'équipe de vente de Mitec

continue de concentrer sa stratégie de vente vers de plus grandes opportunités dans les régions du monde en développement où ces solutions sont attrayantes. Il est encourageant de constater que plusieurs nouveaux clients ont commencé à démontrer de l'intérêt pour les solutions VSAT de Mitec.

L'événement subséquent considérant la vente des activités du secteur RF de Mitec localisées à Suzhou, en Chine, décrit ci-dessous, a été un événement marquant pour la Société qui a ainsi démontré que les efforts de Mitec pour analyser attentivement ses actifs et tenter de maximiser la valeur des différentes divisions, tel qu'annoncée précédemment, était valable. Le produit de 4,1 millions \$ payé comptant généré par cette vente, qui renforce significativement le bilan de Mitec et qui en plus est non dilutif pour les actionnaires, représente presque les deux tiers de la capitalisation boursière de Mitec du 28 octobre 2010 établie à 6,6 millions \$, lorsque la stratégie a été dévoilée à l'assemblée annuelle de Mitec. La capitalisation boursière actuelle de Mitec, au 28 février 2011, est d'environ 16,5 millions \$, une amélioration de 250 %.

Mitec continue de posséder ses divisions Satcom, et des télécommunications sans fil pour l'Amérique du nord et a conclu des accords de fabrication de volume pour plusieurs de ces gammes de produits avec l'acquéreur dans le cadre du dessaisissement des actifs de Mitec en Chine.

Le 28 février 2011, la Société a annoncé qu'elle avait conclu avec succès une opération portant sur la vente de ses activités de conditionnement RF et de ses actifs basés à Suzhou, en Chine, avec HK Weishun Int'l Limited, pour lesquels elle a obtenu un produit en espèces de 4,1 M\$ US.

Le 9 février 2011, la Société a annoncé qu'elle avait conclu un accord d'approvisionnement d'une valeur s'élevant à 1,0 million \$ en vue de fournir des guides à ondes flexibles à l'une des plus importantes sociétés de télécommunications au monde, laquelle exerce ses actives dans le secteur de réseautage à large bande fixe, mobile et convergent.

Le 8 février 2011, la Société a annoncé qu'elle avait remboursé le solde d'une facilité de crédit à terme de 500 000 \$ qu'elle avait obtenue en octobre 2010 pour répondre à ses besoins de trésorerie immédiats et qui n'étaient plus nécessaire.

Le 17 décembre 2010, la Société a transmis des renseignements additionnels concernant le communiqué du 30 novembre 2010 et a annoncé que le contrat qui avait été attribué par Lockheed Martin Corporation visait la fourniture de composantes de divers systèmes de radar à bord des 12 frégates de patrouille de la flotte de la marine canadienne. Le projet devrait être achevé d'ici le troisième trimestre de l'exercice financier 2012 de Mitec.

Le 16 décembre 2010, la Société a annoncé qu'elle avait reçu ce qui devrait être la première d'une série de nouvelles commandes pour ses filtres d'atténuation d'interférences pour une mise à niveau d'un réseau en Afrique.

Le 16 novembre 2010, la Société a annoncé qu'elle avait conclu un placement privé impliquant l'émission de 55 166 667 actions ordinaires de la Société au prix de 0,01425 \$ par action pour un produit brut de 786 000 \$. En plus de la participation de Jeffrey Mandel et Hubert Marleau à travers Palos Merchant Bank LP (anciennement Palos Capital Pool LP), plusieurs investisseurs institutionnels ont participé à ce placement privé. L'essentiel du produit net de ce placement privé a été utilisé pour supporter les besoins de Mitec en fonds de roulement requis suite à l'augmentation de son carnet de commandes.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Le chiffre d'affaires et les résultats d'exploitation de la Société fluctuent d'un trimestre à l'autre, ou d'une année à l'autre, basé sur les besoins des clients et le calendrier des commandes. La Société a connu des fluctuations dans sa revue trimestrielle des résultats d'exploitation et s'attend à ce que ces fluctuations puissent continuer d'exister. L'exercice 2010 a été une période extraordinairement difficile à prédire pour la Société compte tenu de période de volatilité pour l'économie globale alors que le financement et les sources de crédit étaient difficiles à obtenir pour les fournisseurs dans le domaine des télécommunications et d'une certaine mesure cette instabilité est encore présente dans l'exercice 2011.

De plus, certaines ventes de la Société sont sujettes à des risques technologiques importants. En conséquence, la préparation des états financiers de la Société repose sur des estimations faites par la direction du chiffre d'affaires et des coûts requis afin de compléter les commandes. Bien que l'objectif de la direction soit d'assurer la profitabilité à long terme de la Société, il ne peut y avoir aucune assurance que le niveau de rentabilité ne variera pas considérablement selon les périodes trimestrielles ou annuelles.

Les niveaux de dépenses de la Société reposent en grande partie sur ses attentes en matière de chiffre d'affaires futur relatif aux divers programmes auxquels la Société est impliquée. En conséquence, la Société peut ne pas être capable de modifier le niveau des dépenses en temps opportun pour compenser toute diminution inattendue du chiffre d'affaires et la Société pourrait augmenter ses dépenses de façon anticipée afin de répondre à une augmentation du chiffre d'affaires prévue. Toute diminution importante du chiffre d'affaires pourrait donc avoir un effet significatif sur les résultats d'exploitation de la Société.

La direction a récemment annoncé sa stratégie visant à rationaliser ses opérations et séparer ses diverses divisions en unités d'affaires distinctes, ce qui pourrait atténuer certains de ces risques.

<i>(en milliers de dollars, sauf les données par action)</i>	2011			2010			2009	
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	5 983	7 024	5 771	6 358	5 161	7 198	6 707	6 927
Bénéfice brut	1 270	1 796	809	955	861	817	1 035	1 083
Frais de recherche et développement	638	720	714	777	1 031	683	1 068	1 137
Frais de vente et d'administration	1 205	1 543	1 351	1 794	1 670	1 772	1 476	2 087
Perte nette	(954)	(711)	(1 342)	(5 236)	(2 305)	(1 837)	(2 069)	(3 108)
Résultat par action – de base et dilué								
- Perte nette	(0,00)	(0,00)	(0,01)	(0,02)	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)
Dépenses non-récurrentes :								
- Dépréciation des immobilisations corporelles	—	—	12	34	—	—	—	80
- Dépréciation de l'écart d'acquisition	—	—	—	1 991	—	—	—	1 607
- Dépréciation des actifs incorporels	—	—	—	724	—	—	—	50
Total de l'actif	19 025	20 512	19 199	20 704	23 703	26 585	29 118	30 321
Dette à long terme	1 910	1 882	1 268	1 157	1 041	955	1 316	1 215
Trésorerie et placements à court terme	707	1 090	822	2 067	2 217	2 458	3 344	4 666

Les informations pour chaque secteur pour les trois mois terminés les 31 janvier se résument comme suit :

Télécommunications	Satellites	Montants consolidés
---------------------------	-------------------	----------------------------

	2011	2010	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	2 625	1 140	3 358	4 021	5 983	5 161
Coût des ventes	2 480	1 293	2 233	3 006	4 713	4 299
Perte brute	145	(153)	1 125	1 015	1 270	862

Les informations pour chaque secteur pour les neuf mois terminés les 31 janvier se résument comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	8 630	5 330	10 148	13 736	18 778	19 066
Coût des ventes	7 654	5 394	7 250	10 959	14 904	16 353
Bénéfice brut	976	(64)	2 898	2 777	3 874	2 713

RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE ET DE LA PÉRIODE DE NEUF MOIS SE TERMINANT LE 31 JANVIER 2011

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé pour le troisième trimestre terminé le 31 janvier 2011 a atteint 6,0 millions \$, représentant une augmentation de 16% par rapport à la même période l'an dernier. Ces revenus démontrent une tendance à la hausse en fonction de la pénétration sur les marchés des nouveaux produits dans les secteurs du conditionnement RF sans-fil, VSAT, militaires et traditionnels.

Les livraisons du secteur Télécommunications ont été de 2,6 millions \$ pendant le troisième trimestre de l'année fiscale 2011, soit une augmentation de 1,5 millions \$ ou 130 % comparativement à la même période l'année précédente. La Société a bénéficié de la pénétration accrue sur les marchés de sa nouvelle gamme de produits de diplexeurs de type point-à-point récemment développée combinée aux guides à ondes flexibles. Le secteur Communications par satellite, qui a dégagé 56 % du total des produits d'exploitation, a diminué, au cours du troisième trimestre de 2011, de 0,7 million \$ à 3,4 millions \$ ou 16 %, comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2010, ce domaine devrait s'améliorer en 2011 et présenter de bons résultats au niveau de la marge brute.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 janvier 2011, le chiffre d'affaires consolidé a été de 18,8 millions \$, soit une baisse de 2 % comparativement à la même période de l'année précédente. La Société a commencé à démontrer que ses nouveaux produits, qui ciblent des créneaux spécifiques dans les grands marchés réguliers, permettront de résoudre un grand nombre des problèmes actuels auxquels sont confrontés ses clients tandis que le carnet de commandes de produits de Mitec continue d'augmenter dans tous ses secteurs.

(en milliers de dollars, à l'exception des pourcentages)	2011						2010	2009
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Télécommunications	2 625	3 494	2 511	2 048	1 140	2 003	2 188	3 100
% du total des produits	43,9%	49,7%	43,5%	32,2%	22,1%	27,8%	32,6%	39,1%
Communications par satellite	3 358	3 530	3 260	4 310	4 021	5 196	4 519	4 822
% du total des produits	56,1%	50,3%	56,5%	67,8%	77,9%	72,2%	67,4%	60,9%

Distribution géographique

	Amérique du Nord	Europe	Asie	Autre
2011 T3	40%	37%	14%	9%
2010	49%	21%	15%	15%
2009	37%	17%	33%	13%

Bénéfice brut

Le bénéfice brut pour le troisième trimestre de l'exercice 2011 s'élevait à 1,3 millions \$, une augmentation appréciable de 47 % comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2010. Les solutions de couverture de Mitec, capables de solutionner les problèmes de réseau alors que la demande pour la bande passante continue de croître mondialement, ont été en mesure de réaliser des marges brutes supérieures par rapport à ses produits traditionnels. La Société a également continué de profiter de son programme de réduction des coûts entrepris au cours des trimestres précédents et s'attend que ces économies vont demeurer. Le bénéfice brut du secteur des Télécommunications a atteint 6 %, ce qui se compare avantageusement à la marge négative présentée lors de la même période de l'année précédente. Le dessaisissement des opérations de Mitec en Chine et entre autre du conditionnement RF traditionnel et sa transition vers la fabrication de volume chez des tiers est conforme à la stratégie de la Société de se concentrer dans les produits de niche avec des profit bruts durables et acceptables alors que les marges pour certaines gammes de produits de Telecom continuent à subir la forte pression de la concurrence sur les marchés. Le bénéfice brut du secteur Communications par satellites a atteint 34 % ce qui est très encourageant alors que la demande demeure importante. Keragis, la division des produits militaires de Mitec, a largement contribué à ces résultats en débutant la livraison des commandes reçues suite au développement de 2 produits récemment approuvés, conçus pour servir des applications militaires et en enregistrant un bénéfice brut de plus de 40 %.

(en milliers de dollars, à l'exception des pourcentages)	2011						2010	2009
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Télécommunications	145	525	306	(143)	(154)	(48)	138	(166)
% du total des produits	5,5%	15,0%	12,1%	(7,0%)	(13,4%)	(2,4%)	6,3%	(7,5%)
Communications par satellite	1 125	1 271	503	1 098	1 015	865	897	1 247
% du total des produits	33,5%	36,0%	15,4%	25,5%	25,2%	16,6%	19,8%	26,4%

Pour la période de neuf mois se terminant le 31 janvier 2011, le bénéfice brut total s'élevait à 3,9 millions \$, ou 21 % de ses ventes, comparativement à 2,7 millions \$, ou 14 %, enregistré durant la période de neuf mois de l'exercice précédent. Le bénéfice brut du secteur Télécommunications a été de 0,9 million \$, ou 11 % des ventes, au cours des premiers neuf mois du présent exercice financier par rapport à un bénéfice brut négatif de 0,1 million \$ ou négatif 1 % pour la même période l'an dernier. Pour la période de neuf mois, le bénéfice brut du secteur Communications par satellite a été de 2,9 millions \$, ou 29 %, par rapport à 2,7 millions \$ ou 14 % des ventes réalisées pour la même période de l'année précédente, suite à l'analyse que les produits de Mitec sont solidement implantés sur leurs marchés respectifs.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement (R & D), réduits des crédits d'impôt à l'investissement, pour le troisième trimestre de l'exercice 2011 étaient de 0,6 million \$, une baisse de 38 % lorsque comparés à 1,0 million enregistré au troisième trimestre de 2010. La Société a continué de maintenir ses activités de R&D afin de promouvoir la disponibilité de nouveaux produits comme ses solutions de couvertures, et ainsi bien répondre aux besoins des infrastructures sans-fil fixes ou mobiles ainsi que les applications VSAT, et militaires afin de s'assurer que Mitec conservera une avance technologique face à ses concurrents. Pour la période de neuf mois se terminant le 31 janvier 2011, les dépenses totales de R & D ont atteint 2,1 millions \$ représentant 11 % des ventes totales comparativement à 2,8 millions \$ ou 15 % des ventes pour la même période de l'année précédente. Les frais de R & D ont diminué et cette tendance devrait se poursuivre dans le cadre de la stratégie globale de la Société de concentrer les R & D sur des secteurs spécifiques du marché et d'envisager l'acquisition de la technologie lorsque cela est possible.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration de la Société pour le troisième trimestre de l'exercice 2011 s'élevaient à 1,2 millions \$, soit une diminution de 29 % lorsque comparés à 1,7 millions \$ enregistrés durant le troisième trimestre de 2010. La diminution est reliée au fait que les efforts de marketing sont moins importants compte tenu que des efforts passés, ainsi que des initiatives de réduction des coûts mis en œuvre tout au long de l'année précédente. Pour la période de neuf mois se terminant le 31 janvier 2011, les frais de vente et d'administration s'élevaient à 4,1 millions \$, soit une diminution de 17 % comparativement à 4,9 millions \$ pour la même période l'année précédente.

Perte nette

La perte nette pour le troisième trimestre de l'exercice 2011 s'est établie à 1,0 million \$, ou 0,00 \$ par action, comparativement à une perte de 2,3 millions \$, ou 0,01 \$ par action pour le même trimestre de l'exercice 2010 soit une amélioration de plus de 58 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010.

Bénéfice avant intérêts, impôts, taxes et amortissement

A titre d'information supplémentaire à la mesure des revenus basés sur les PCGR du Canada, ce rapport de gestion présente le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »). Les amortissements incluent les dépréciations d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels, des charges reportés et des placements. Les intérêts incluent la charge d'intérêts sur la dette bancaire et sur les prêts à long terme réduits des revenus d'intérêts. Le BAIIA est fourni afin d'aider le lecteur à déterminer la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie positifs de ses opérations. La Société a présenté de plus le BAIIA ajusté provenant des ses activités d'exploitation de manière à présenter l'impact du gain (perte) de change et de la rémunération à base d'actions. Le BAIIA n'est pas une mesure standardisée respectant les PCGR du Canada et peut ne pas être comparable à ceux présentés par d'autres corporations.

Le tableau de la page suivante présente le rapprochement entre le BAIIA et l'évaluation des PCGR dans les états des résultats consolidés intermédiaires non vérifiés pour les huit derniers trimestres. Il présente également le BAIIA ajusté.

	2011					2010	2009	
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
(En milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Perte nette	(954)	(711)	(1,342)	(5,236)	(2,305)	(1,837)	(2,069)	(3,108)
Impôts sur les bénéfices	—	—	—	242	(39)	(39)	(39)	(523)
Amortissement, gain et perte sur disposition et dépréciation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels, de l'achalandage et des placements	342	338	277	3,183	420	370	464	2,214
Intérêts	75	54	49	54	52	109	31	27
BAIIA	(537)	(319)	(1,016)	(1,757)	(1,872)	(1,397)	(1,583)	(1,390)
Effet des gains ou pertes de change et de la rémunération à base d'actions	145	34	(101)	331	320	42	469	(425)
BAIIA ajusté	(392)	(285)	(1,117)	(1,426)	(1,552)	(1,355)	(1,114)	(1,815)

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La Société comptait 0,7 million \$ de trésorerie et de placements à court terme au 31 janvier 2011, comparativement à 2,1 millions \$ au 30 avril 2010. La Société a accès à un montant additionnel de 1,0 million \$, déterminé en fonction des comptes à recevoir éligibles au 31 janvier 2011 de sa facilité de crédit récemment autorisée et supportée par un solide fonds de roulement pour assurer le financement additionnel provenant de tiers en cas de besoins. Tel que mentionné précédemment, la Société a complété un placement privé durant la troisième trimestre de l'exercice 2011 pour assurer que le fonds de roulement serait suffisant pour remplir le carnet de commandes actuel.

Le fonds de roulement, excluant la trésorerie et les placements à court terme, a diminué de 39 % à 4,3 millions \$ à la fin du troisième trimestre de l'exercice 2011 comparativement à 7,1 millions \$ à la fin de l'exercice précédent.

Flux de trésorerie d'exploitation

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation étaient de 0,3 million \$ au troisième trimestre de l'exercice 2011, comparativement à approximativement le même montant utilisé pour le trimestre correspondant de l'exercice 2010. L'amélioration des ventes et des marges brutes combinées avec le programme de réduction des coûts discuté ci-dessus ont été les facteurs principaux cependant compensés par les changements des soldes hors caisse du fonds de roulement à la suite de l'augmentation dans les comptes débiteurs.

Flux de trésorerie d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont été de 26 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, une conséquence de l'acquisition d'immobilisations corporelles pour appuyer les activités de production de volume au cours de la période. Au cours du trimestre correspondant de l'exercice 2010, les flux de trésorerie utilisés des activités d'investissement ont été de 35 000 \$ pour la même raison.

Flux de trésorerie de financement

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se sont élevés à 49 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, et tiennent compte de l'augmentation de l'utilisation de la facilité de crédit combinée à l'émission de 0,7 million \$ de débentures garanties au cours du trimestre. Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, le flux de trésorerie de financement était de 35 000 \$. Suite à la fin du trimestre, la Société a remboursé 0,5 million \$ de débentures garanties.

GESTION DU CAPITAL

La Société regroupe les composantes des capitaux propres et de sa dette à long-terme dans la définition du capital. La Société gère sa structure de capital afin d'assurer la continuité de l'exploitation et afin d'avoir la souplesse financière permettant d'assurer sa croissance organique, financer certaines acquisitions choisies et y apporte des ajustements en fonction des variations de la conjoncture économique. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions ou de nouveaux titres de créance, ou contracter de nouveaux contrats de location acquisition. Historiquement, la Société n'a pas versé de dividendes à ses actionnaires.

Le capital de la Société se compose de la dette à long terme et des capitaux propres qui comprennent le capital-actions et n'a pas d'exigences externes. La Société n'a pas modifié sa politique de gestion du capital durant le trimestre. Au 31 janvier 2011, la composition du capital de la Société était la suivante :

	2011
	\$
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	1 910
Capitaux propres	10 668
	12 578

RISQUES ET INCERTITUDES

Les états financiers consolidés intermédiaires se rattachant au présent rapport sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de l'entité, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Au cours des neuf derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. La Société a accumulé un déficit de 133 480 000 \$ au 31 janvier 2011. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à réaliser un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société, et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états consolidés.

Au 28 février 2011, la Société avait conclu les transactions suivantes afin de diminuer l'impact de certaines des incertitudes décrites ci-dessus :

1. La Société a commencé ses premières livraisons en ce qui a trait aux composantes de réseaux sans fil 4G de prochaine génération fondés sur la technologie LTE pour une société de télécommunications globale importante, lesquelles devraient générer des produits d'exploitation d'environ 1,7 millions \$ au cours des prochains mois, faisaient partie d'une plus grande initiative prévue et devraient se poursuivre au-delà de l'exercice 2011;

2. La Société a reçu une première commande à être livrée durant le premier trimestre de 2011 portant sur l'une de ses solutions de couverture novatrices qui combine des équipements existants avec des amplificateurs afin d'augmenter la bande passante ;
3. La Société a reçu une commande d'une valeur d'environ 1,5 millions \$ pour ses amplificateurs à faible bruit en vue de soutenir la mise à niveau du réseau d'un fournisseur de télécommunications européen. L'équipement sera livré au cours du troisième trimestre de l'exercice financier 2011;
4. La Société a reçu les premières commandes pour ses filtres à haute performance d'un important fournisseur de services de radio par satellite en Amérique du Nord pour une série d'essais dans son réseau mobile de radiodiffusion. Une fois que ces essais auront été menés à terme, Mitec s'attend à recevoir une série d'autres commandes au début de 2011
5. La Société a reçu la première d'une série de commandes d'un grand exploitant de réseau pour sa nouvelle série MTX de BUC VSAT. Les produits devraient être livrés au cours du troisième trimestre de 2011, et ce client devrait passer d'autres commandes tout au long de l'année;
6. La Société a reçu une commande pour ses TMB, qui font partie de la gamme de produits des solutions de couverture de la Société et qui sont offerts en deux versions, soit à porteuses multiples et à porteuse unique, sont utilisés à la fois dans le déploiement des nouveaux réseaux et des réseaux actuels tout en étant une solution efficace économiquement;
7. La Société a reçu de nouvelles commandes pour ses TMB à une fréquence de 850 MHz et de 1 800 MHz;
8. La Société a signé une entente portant sur une facilité de crédit à terme de 500 000 \$;
9. La Société a conclu un placement privé impliquant l'émission de 55 166 667 d'actions ordinaires de la Société au prix de 0,01425 \$ par action pour un produit brut de 786 000 \$;
10. La société a vendu ses actions de Mitec Communications Ltd, une filiale en propriété exclusive qui détenait toutes les actions en circulation de Mitec Telecom (Suzhou) Co., Ltd. pour une considération brute de 4,1 millions \$US.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. Approcher des prêteurs ou des investisseurs potentiels afin de sécuriser du financement additionnel par voie de dette ou d'équité;
2. Grâce à l'appui du comité fusion et acquisition composé de membres de la direction, d'administrateurs et de conseillers de la Société, explorer diverses opportunités reliées à la vente de secteurs d'affaires choisis, le dessaisissement de certains de ses actifs;
3. Analyser les diverses possibilités afin de rationaliser les secteurs des télécommunications et des communications par satellite et concentrer les efforts afin de sélectionner des marchés spécialisés avec l'objectif d'assurer que la Société puisse générer une rentabilité soutenue à long terme.

Compte tenu des défis extrêmes auxquels fait face la Société à l'interne en tant que corporation de technologies de croissance et à l'externe face à des éléments comme une crise financière mondiale sans précédent qui a eu un impact sur toutes les facettes d'affaires dans le monde, la direction et le conseil d'administration de Mitec évaluent constamment des façons d'assurer que la Société soit dotée d'une stabilité financière afin de demeurer compétitive et réaliser une rentabilité à long terme. De telles évaluations incluent le développement de gammes de produits spécialisés qui produiront des solutions exigées par sa base croissante de clients, par le biais de sa R & D et ses efforts de marketing, les fusions et les activités d'acquisitions, les dessaisissements, les sociétés en participation et les initiatives stratégiques tant avec l'industrie qu'avec des partenaires financiers.

La Société continue à évaluer plusieurs opportunités en accord avec ces objectifs et s'attend à ce que plusieurs étapes soient réalisées durant l'exercice 2011 au fur et à mesure que la

Société en exécution une ou plusieurs. Mitec a obtenu des entrées brutes de 1,3 millions \$ dans l'exercice 2011 pour soutenir cette stratégie.

La direction croit qu'en réussissant de continuer à sécuriser le financement de ses opérations ou à continuer l'expansion des activités des télécommunications et des communications par satellite, et que, grâce au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET PROVISIONS COMPTABLES

L'établissement des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des actifs et des passifs, la présentation des actifs et des passifs éventuels et les montants constatés des produits et des charges au cours des périodes de présentation de l'information financière. Les montants communiqués et la présentation des notes aux états financiers consolidés sont déterminés à l'aide des meilleures estimations de la direction fondées sur les hypothèses les plus probables de conditions économiques et un plan d'action. Les éléments importants, qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses, comprennent la durée de vie utile des actifs, la désuétude des stocks, la dépréciation d'actifs à long terme, l'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, les impôts futurs, les crédits d'impôt à l'investissement, la constatation des produits, l'évaluation et la détermination de la rémunération à base d'actions et des bons de souscription, le taux d'actualisation des débetures convertibles, les obligations légales, la provision pour garantie, les créances irrécouvrables et la provision pour créance douteuses. Les résultats réels pourraient différer des estimations utilisées dans les présents états financiers consolidés et ces différences peuvent s'avérer importantes. Les principales conventions comptables de la Société sont analysées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés vérifiés. Les estimations critiques inhérentes aux conventions comptables sont analysées dans les paragraphes suivants.

Évaluation des stocks

La Société constitue une provision pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant à la valeur de réalisation nette des stocks. La provision est calculée en tenant compte de l'âge des stocks et des attentes actuelles et futures à l'égard des produits offerts. Les hypothèses sur lesquelles est fondée la provision pour désuétude des stocks englobent les tendances futures en matière de ventes et d'offre de produits. L'estimation par la Société de la provision pour désuétude des stocks est susceptible de varier considérablement d'une période à l'autre en raison de modifications apportées à l'offre de produits et de l'acceptation de ces produits par les clients. La direction analyse l'ensemble de cette provision afin d'évaluer si, d'après la conjoncture économique, elle est adéquate.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La direction examine la valeur comptable des actifs et évalue si une dépréciation devrait être comptabilisée. L'évaluation repose sur l'appréciation des changements technologiques, sur l'utilisation prévue par la Société et sur les flux de trésorerie futurs estimatifs projetés non-actualisés devant découler des actifs sous-jacents. Toute dépréciation donne lieu à une baisse de valeur des actifs et à l'imputation d'une charge à l'état des résultats pendant l'exercice dans la mesure où la valeur comptable des actifs excède leur juste valeur établie, de manière générale, d'après les flux de trésorerie actualisés. L'estimation de la direction des flux de trésorerie futurs est assujettie à des risques et incertitudes. De cette manière, il est raisonnablement possible que des changements de situations puissent survenir et affecter la recouvrabilité des actifs à long terme de la Société.

Provision pour créances douteuses

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant aux pertes inhérentes à son portefeuille de débiteurs à la date du bilan, même si la plupart de ses débiteurs sont assurés. Ce calcul tient compte du registre des paiements, des tentatives de recouvrement, des déclarations de faillite et des événements à caractère économique. La direction est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les pertes prévues en raison de la conjoncture actuelle. Toutefois, une dégradation marquée de l'un de ces facteurs ou de la santé économique pourrait entraîner des modifications importantes de ces attentes.

Provision pour garanties

La Société a constitué une provision pour garanties à la vente de certains produits qui comprennent des composantes actives. Cette estimation est fondée sur l'historique de la fréquence des réparations et sur les coûts connexes. La direction examine périodiquement cette provision et la provision constituée au 31 janvier 2011 a été jugée adéquate.

Conversion de devises

a. Activités canadiennes

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les actifs et passifs non-monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change historiques. Les produits et les charges sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains et les pertes de change découlant de la conversion des éléments libellés en devises sont inclus dans le calcul du résultat net.

b. Activités étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères autonomes de la Société, soit Mitec Communications Ltd., Mitec Telecom (Suzhou) Company, Ltd. et Keragis Corporation, sont convertis en dollars canadiens aux taux de change selon la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les éléments d'actifs et de passifs sont convertis à l'aide du taux de change en vigueur à la date de la fin de l'exercice et les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de l'exercice. Les gains et les pertes sur cette conversion sont comptabilisés et inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu compris dans les capitaux propres. En cas de réduction de l'investissement net dans une filiale étrangère autonome, un montant proportionnel des gains ou pertes de conversion reportés est constaté en résultat net.

Rémunération à base d'actions

La Société fait une estimation de la juste valeur des options sur actions attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs. Au 31 janvier 2011, un total de 15 264 000 options d'achat d'actions étaient en cours dont 14 464 900 étaient exerçables. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour passer en charges les options sur actions attribuées aux employés, administrateurs et consultants. Les options attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs sont passées en charges au cours de la période d'acquisition des droits sous-jacents. La juste valeur est déterminée selon le modèle de Black et Scholes. Toute contrepartie versée par les employés, les dirigeants et les administrateurs à l'exercice des options d'achat d'actions ou à l'achat d'actions est créditée aux capitaux propres.

MODIFICATIONS FUTURES DES CONVENTIONS COMPTABLES

Regroupements d'entreprises

Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », remplace le chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises ». Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et constitue l'équivalent canadien de la Normes internationales

d'information financière (« IFRS »), IFRS 3 (révisée), Regroupements d'entreprises. Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice devant être ouvert à compter du 1^{er} janvier 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

Consolidation des états financiers

Le chapitre 1601, « États financiers consolidés » et le chapitre 1602, « Participation sans contrôle » remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 établit des normes de présentation des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes sont équivalentes aux dispositions correspondantes de la norme 27 des normes comptables IAS (révisée), « États financiers consolidés et individuels ». Les chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouveaux chapitres sur les états financiers consolidés.

CPN-175 - Accords de prestations multiples générateurs de produits

En décembre 2009, l'ICCA a publié le CPN-175, Accords de prestations multiples générateurs de produits, qui remplace le CPN-142, Accords de prestations multiples générateurs de produits. Cet abrégé a été modifié afin de : (1) fournir des directives mises à jour permettant de déterminer s'il y a présence de prestations multiples, si les prestations devraient être séparée et la contrepartie attribuée; (2) exiger, dans le cas où un fournisseur ne dispose pas d'une preuve objective émanant du fournisseur (ci-après appelée preuve interne) ou d'une preuve émanant d'un tiers (ci-après appelée preuve externe), que l'entité attribue le produit d'un accord en se fondant sur sa meilleure estimation de la méthode du prix de vente relatif; (3) éliminer l'utilisation de la méthode du montant résiduel et exiger d'une entité d'allouer ses revenus en utilisant la méthode du prix de vente relatif; et (4) exiger d'étendre les informations qualitatives et quantitatives à fournir à l'égard des jugements importants faits dans le cadre de l'application de cette directive. Les modifications comptables présentées dans le CPN-175 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. L'adoption anticipée est permise. L'adoption peut être faite de manière prospective ou par application rétrospective. Si l'on opte pour l'adoption anticipée de l'abrégé, au cours d'une période autre que la première période de l'exercice, les dispositions de l'abrégé devraient être appliquées rétroactivement à compter du début de l'exercice de la Société. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence future de ces modifications sur ses états financiers et elle n'a pas encore décidé d'un échéancier et d'une méthode d'adoption.

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (« CNC ») a confirmé que les PCGR tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement harmonisés avec les IFRS, telles qu'elles sont publiées par le Conseil des normes comptables internationales (« CNCI »). La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels liés aux exercices débutant le 1^{er} janvier 2011 ou après cette date. Par conséquent, la Société sera tenue de se conformer aux IFRS pour ses états financiers annuels de 2012 débutant avec ses états financiers intermédiaires du premier trimestre se terminant le 31 juillet 2011. Bien que les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable aux PCGR canadien, il existe des différences importantes dans les politiques comptables qui peuvent affecter les processus de la Société et ses résultats financiers de manière significative. Bien que la Société croit que l'adoption des normes IFRS n'aura pas d'incidence importante sur les flux de trésorerie lié aux activités d'exploitation présentés aux états financiers, elle pourrait avoir une incidence importante sur le bilan consolidé et sur les états consolidés des résultats et des capitaux propres.

Mise en œuvre du plan

Le projet de mise en œuvre comprend trois phases principales qui, dans certains cas, se chevauchent puisque les IFRS seront appliqués à des secteurs particuliers tout au long du projet :

Phase 1 : phase de délimitation de l'étendue et de diagnostic

Cette phase comprenait l'établissement d'un diagnostic détaillé comparant les PCGR canadiens et les IFRS et ciblant les secteurs clés qui pourraient subir l'incidence de la transition aux IFRS. La phase 1 comprenait :

- l'analyse approfondie des pratiques et des conventions comptables actuelles de la Société par rapport à toutes les normes et interprétations pertinentes des IFRS applicables;
- la détermination des différentes options que la Société peut choisir à la date du basculement ainsi que les choix continus en matière de conventions comptables selon les IFRS qui peuvent être appliqués en vue de préparer les états financiers subséquents en vertu des IFRS.

Phase 2: Phase d'analyse des répercussions et de conception

Au cours de cette phase, chacun des secteurs ciblés au cours de la phase de délimitation de l'étendue et de diagnostic sont présentement examinés. Cette phase comprend :

- la détermination des choix de conventions comptables, y compris les choix effectués dans le cadre IFRS 1;
- la détermination des changements à apporter aux conventions comptables actuelles;
- la détermination des changements ou des ajouts à apporter aux systèmes de technologies de l'information et de données, au contrôle interne à l'égard de l'information financière et aux contrôles de communication de l'information;
- l'évaluation des besoins en matière de formation du personnel financier clé et du personnel des secteurs opérationnels;
- la préparation d'états financiers provisoires conformément aux IFRS.

Phase 3: phase de mise en œuvre et d'examen

Au cours de cette dernière phase, la Société appliquera les changements apportés aux pratiques et aux conventions comptables, aux processus d'affaires, aux systèmes d'information et aux contrôles internes et la Société s'assurera que toutes les différences importantes ont été réglées avec succès avant le premier trimestre se terminant le 31 juillet 2011.

État actuel du plan de basculement aux IFRS

La phase de délimitation de l'étendue et de diagnostic est complétée et la Société est actuellement à la phase 2 de son processus. La Société a aussi retenu les services de consultants externes afin de l'aider dans son processus de mise en œuvre de son plan.

Au cours du trimestre, la Société a retenu les services de consultants supplémentaires pour compléter son équipe interne et accélérer le processus de mise en œuvre. Comme au trimestre précédent, la gestion axée sur l'évaluation et la documentation des choix de méthodes comptables, les changements aux conventions comptables en vigueur et sur la collecte de renseignements supplémentaires pour effectuer les choix appropriés en vertu de la norme IFRS 1. Au cours du prochain trimestre, Mitec continuera son processus de documentation et l'analyse de tous les secteurs décrits dans la Phase 2 ci-dessus, y compris les éléments plus détaillés dans les différentes normes.

La direction s'attend à finaliser le processus de conversion aux IFRS à temps pour être en mesure de produire les rapports du premier trimestre au 31 juillet 2011 selon les principes IFRS.

Incidence potentielle de la conversion

La Société a identifié que les domaines suivants pourraient avoir la plus grande incidence sur les normes comptables de la Société, mais elle est encore au niveau de l'analyse de l'incidence qu'aura l'adoption de ces nouvelles normes sur ses états financiers. La liste et les observations qui suivent ne devraient pas être interprétées comme une liste exhaustive des changements qui découleront de la transition aux IFRS, mais elles mettent plutôt en lumière les diverses différences comptables que la Société estime présentement être importantes.

Malgré ce qui précède, les projets du CNCI et de l'International Financial Reporting Interpretation Committee (« IFRIC ») vont vraisemblablement modifier de façon importante certaines des exigences actuelles des IFRS et pourraient ultimement modifier l'analyse préliminaire des conventions comptables de la Société, ce qui pourrait ultimement avoir une incidence sur les différences préliminaires décrites ci-dessous.

Adoption initiale des IFRS (IFRS 1)

L'adoption des IFRS exige l'application de IFRS 1, qui donne des indications sur l'adoption initiale d'une entité des IFRS et énonce que, en général, une entité applique les principes IFRS rétrospectivement et que les ajustements qui découlent de la conversion des PCGR canadiens aux IFRS soient directement reconnus aux capitaux propres à la date du premier bilan comparatif présenté basé sur les normes applicables à la fin de la dernière période couverte par les premiers états financiers IFRS, soit le 30 avril 2012. Les ajustements transitoires relatifs à ces normes, où les chiffres correspondants ne sont pas tenus d'être convertis sont seulement requis à la première journée de l'année de l'adoption. IFRS 1 prévoit également certaines exemptions facultatives d'application rétroactive de certaines exigences IFRS ainsi que des exceptions obligatoires qui interdisent l'application rétroactive de normes. Voici les exemptions facultatives disponibles sous IFRS 1, que la direction estime comme étant importantes pour Mitec et que la direction prévoit adopter dans la préparation des premiers états financiers sous IFRS de la Société.

- Regroupement d'entreprises: La Société choisira de ne pas appliquer la norme IFRS 3 - Regroupements d'entreprises à tous les regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition;
- Écart de conversion cumulé: Mitec choisira d'appliquer cette exemption selon laquelle les écarts de conversion cumulés pour toutes les opérations à l'étranger seront remis à zéro à la date de transition aux IFRS;
- Transactions impliquant un paiement fondé sur des actions: Mitec choisira d'appliquer IFRS 2 aux instruments de capitaux propres attribués après le 7 novembre 2002, que ne seront pas acquis à la date de transition.

Paiement fondé sur des actions (IFRS 2)

Selon les IFRS, dans le cas des options dont les droits sont acquis graduellement, chaque tranche doit être considérée comme une attribution distincte alors que les PCGR canadiens considèrent les acquisitions graduelles comme une attribution unique. Il y a de plus des différences au niveau de la comptabilisation des droits frappés d'extinction. La charge de rémunération devra donc être constatée sur la durée d'acquisition des droits de chaque tranche et prendre en considération comment les droits frappés d'extinction devront être comptabilisés. Par conséquent, ceci résultera en une charge de rémunération qui sera reconnue à un rythme plus rapide que sous les PCGR canadiens. La Société a entamé le processus de quantifier l'impact de cet ajustement.

Immobilisations corporelles et amortissement

Selon les IFRS, après leur comptabilisation initiale, les immobilisations corporelles peuvent être évaluées selon le modèle du coût ou selon le modèle de la réévaluation alors que les PCGR canadiens ne permettent pas la réévaluation. La Société continuera d'utiliser le modèle du coût afin d'éviter les variations de la juste valeur des immobilisations au bilan et des impacts correspondants à l'état des résultats.

Dépréciation d'actifs (IAS 36)

Contrairement aux PCGR du Canada, des tests de dépréciation selon les normes IFRS dans réalisée par regroupement de l'actif dans des unités génératrices de trésorerie (UGT) et en comparant la valeur comptable de chaque UGT au plus élevé de la valeur d'utilité et le coût de la juste valeur diminuée. L'application de cette nouvelle norme pourrait entraîner actualisée des flux de trésorerie des tests appliqués aux petits groupes d'actifs et d'enregistrement plus fréquente de perte de valeur, par rapport aux PCGR du Canada, où la valeur comptable des actifs ont été acceptés sur la base des flux de trésorerie non actualisés. Toutefois, les frais de dépréciation en vertu des IFRS peuvent être inversés par la suite pour les actifs autres que le goodwill. En outre, selon les PCGR canadiens, les actifs incorporels à durée sont testés pour dépréciation des actifs individuels, tandis que selon les normes IFRS, les actifs incorporels qui ne génèrent pas de flux de trésorerie sur leur propre sont testés dans le cadre de l'UGT

Conversion de devises (IAS 32)

Selon les IFRS, une entité évalue ses actifs, ses passifs, ses revenus et ses charges dans sa monnaie fonctionnelle qui est la monnaie utilisée dans le principal environnement économique dans lequel elle opère. Pour la Société, il existe divers indicateurs à prendre en considération afin de déterminer la monnaie fonctionnelle appropriée pour chacune de ses filiales ainsi que pour les opérations canadiennes.

Passif financier (IAS 37)

Selon les IFRS, la valeur comptable des instruments composés comme les débetures convertibles est répartie entre ses composantes du passif et des capitaux-propres de sorte que le passif est comptabilisé à la juste valeur et la composante capitaux propres come le résidu. Les PCGR canadiens permettent que cette allocation soit faite selon la méthode la juste valeur relative ou en affectant la composantes la plus difficilement mesurable (qui peut être, dans certaines circonstances, la composante du passif) comme le résidu.

Provisions, Éventualités (IAS 1)

Selon les IFRS, les provisions et les éléments du passif éventuel sont comptabilisés selon le critère « probable » de se produire alors que les PCGR utilisent le critère « plus probable qu'improbable » de se produire. De plus, selon les IFRS, les provisions et les éléments du passif éventuel sont comptabilisés selon la moyenne pondérée des valeurs probables dans l'ensemble des probabilités alors que les PCGR préconisent l'utilisation des éléments de la portion inférieure de l'ensemble des probabilités. Pour la Société, certaines provisions et éléments du passif éventuel pourrait être comptabilisés plus tôt ou être comptabilisés alors qu'ils ne l'auraient pas été du tout en vertu des PCGR.

Présentation des états financiers

Les IFRS exigent une divulgation beaucoup plus étendue que celle exigée par les PCGR. De plus, la classification et la présentation de certains éléments du bilan et de l'état des résultats peuvent être différents. La Société évalue présentement l'incidence globale que ces changements de classification et de présentation auront sur ses états financiers.

Incidence sur les activités de l'entreprise

Bien que La Société ne soit qu'à sa phase d'analyse et de répercussion du processus de transition, elle ne prévoit pas que le passage aux IFRS aura une incidence importante sur ses clauses restrictives, ses contrats ou sur ses autres activités commerciales. La rémunération incitative de la Société repose dans une large mesure sur l'atteinte et le dépassement des

objectifs liés aux prévisions budgétaires et des niveaux de performance opérationnelle. Une réévaluation sera probablement nécessaire à compter de l'exercice 2012, soit lorsque les incidences des modifications engendrées par la transition aux IFRS seront entièrement connues.

Incidence sur les systèmes d'information

Bien que la Société ne s'attend pas à ce que la transition aux IFRS nécessitera des changements importants à apporter à ses systèmes d'information financière et à son expertise en matière de divulgation de l'information financière, ces aspects sont néanmoins affectés car la Société doit s'assurer que ses systèmes seront en mesure de :

- a) faire le suivi des ajustements résultants de la conversion aux IFRS pour les périodes comparatives de 2010-11;
- b) fournir les informations nécessaires pour refléter les changements de méthodes comptables;
- c) développer ou modifier plusieurs nouveaux rapports pour faciliter la préparation de la divulgation accrue des notes et des autres exigences IFRS en matière de présentation de l'information financière. Ces exigences en matière de divulgation pourraient nécessiter des modifications aux structures existantes des comptes du grand livre.

Des processus et des contrôles seront mis en place afin d'assurer que la Société soit en mesure de prendre les décisions appropriées et de mettre en application les politiques comptables IFRS choisies.

Sur la base des travaux réalisés à ce jour et compte tenu du fait que toutes les modifications possibles aux normes IFRS qui seront en vigueur au 30 avril 2012 ne sont pas encore connues, la Société ne peut pas raisonnablement déterminer l'incidence globale que l'adoption des IFRS pourrait avoir sur sa situation financière et sur ses résultats futurs. Les changements de méthodes comptables découlant de la transition aux IFRS pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés.

ÉVENTUALITÉS

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et aux réglementations environnementales relatives aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Des modifications à ces lois et règlements sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société. La Société surveille ces risques au moyen de systèmes et de politiques en matière de gestion des risques environnementaux.

La Société fait face, le cas échéant, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités. La direction est d'avis qu'une décision finale au sujet de ces poursuites ne peut être prise pour l'instant, mais que celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société selon leurs échéances annuelles au 31 janvier 2011.

	Facilité de Credit	Créditeurs	Dettes à long terme	Contrats de location- exploitation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Moins d'un an	537	3 246	1 910	427	5 620
2 – 3 ans	—	—	—	296	296
Plus de 4 ans	—	—	—	—	—
	537	3 246	1 910	723	5 916

ACTIONS ORDINAIRES, BONS DE SOUSCRIPTION ET OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 31 janvier 2011, il y avait 276 666 756 actions ordinaires ainsi que 15 264 000 options d'achat d'actions. Au cours du trimestre, la Société a émis 55 166 667 actions ordinaires suite à la conclusion d'un placement privé et 833 333 actions ordinaires suite à la conversion de débentures convertibles.

ÉLÉMENTS HORS BILAN

Les seuls éléments hors bilan de la Société sont relatifs aux contrats de location-exploitation exclusivement, tel que décrit ci-dessus. À l'exception de ces engagements, qui sont considérés de nature courante des affaires, la Société n'a pas d'autres éléments hors bilan et ne prévoit pas en utiliser, autrement que dans le cours normal des affaires dans un avenir immédiat.

OPÉRATIONS PROJÉTÉES

Mitec reconsidère constamment des opportunités pour les fusions, les acquisitions et les dessaisissements qui pourraient augmenter la valeur d'actionnaire tel que présenté lors de la dernière assemblée générale des actionnaires. La direction, les administrateurs ainsi que les consultants externes continuent d'évaluer des opportunités différentes avec l'objectif de se dater d'une stabilité financière afin de demeurer compétitive et de réaliser une rentabilité à long terme.

Le 28 février 2011, la Société a complété une transaction impliquant la vente de ses activités de conditionnement RF ainsi que ses actifs localisés en Chine pour une considération brute de 4,1 millions \$ US.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Durant la période de trois mois terminée le 31 janvier 2011, des frais de consultations d'un montant de 50 000 \$ (2010 – 52 500 \$) ont été facturés par une société contrôlée par le président exécutif du conseil afin de réaliser son mandat. L'entente de consultation a été mesurée à la valeur d'échange définie comme étant la valeur établie entre les parties. Aucun jeton de présence à titre d'administrateur n'a été payé en addition des frais de consultation. Pour la période de neuf mois terminée le 31 janvier 2011, ces honoraires de consultation se sont élevés à 150 000 \$ (2010 – 101 000 \$).

PERSPECTIVES

Mitec, dont la présence est établie et reconnue sur les marchés des télécommunications sans fil et par satellite, est bien positionnée pour bénéficier de la croissance future reliée au marché des télécommunications encore à un stade de premier développement. La Société utilise sa flexibilité et l'expertise de son équipe d'ingénierie afin de solutionner les problèmes de bande passante, de vitesse, de capacité et de fiabilité reliés à la rapide croissance des télécommunications sans fil dont font face les sociétés de télécommunications partout dans le monde.

Avec l'introduction de ses solutions de couverture, sans fil fixe et VSAT, Mitec a choisi d'investir sur les créneaux de marchés de taille substantielle que ses clients - parmi les plus importants acteurs en croissance rapide mondialement du domaine sans fil et de communications par satellite - ont indiqué générera d'importantes possibilités à la Société.

La Société possède définitivement un avantage compétitif dans le secteur militaire grâce à la technologie brevetée de Keragis, une filiale dont elle favorise l'éclosion, adressant un marché potentiel de un milliard de dollars dans le domaine des applications militaires nécessitant des communications, micro-ondes ou par radar, de grande puissance et de large bande passante en plus de leurs intégration physiques et électriques.

Mitec a prouvé que sa stratégie préalablement annoncée de rationaliser ses diverses divisions et de se lancer dans une analyse attentive de ses actifs afin d'établir la valeur réelle de ses diverses divisions avec comme objectif de permettre que chacun des actifs sous-jacents de Mitec puissent atteindre leur plein potentiel est couronnée de succès.

La trésorerie de 4,1 millions \$US générée par la vente des opérations de conditionnement RF de Mitec localisés en Chine a significativement renforcé le bilan du Mitec, est non dilutive pour les actionnaires et représente presque les deux tiers de la capitalisation boursière de Mitec 6,6 millions \$ au 28 octobre 2010, lorsque la stratégie a été dévoilée à l'assemblée annuelle de Mitec. La capitalisation boursière actuelle de Mitec, au 28 février 2011, est d'environ 16,5 millions \$, soit une amélioration de 250 %.

L'équipe de direction, le conseil d'administration, les conseillers et les consultants de la Société continuent de travailler ensemble afin de s'assurer que Mitec réussira à devenir un joueur dominant sur les marchés identifiés par la Société de manière à devenir profitable.

EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Contrôles et procédures de communication de l'information

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information qui doit être présentée dans ses différents documents est enregistrée, traitée, condensée et présentée fidèlement.

Le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) en date du 30 avril 2010, et ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information ont été conçus et fonctionnent de manière efficace.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

La direction a évalué la conception et l'efficacité de ses contrôles et procédures internes à l'égard de l'information financière (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 janvier 2011. L'évaluation s'est fondée sur le guide intitulé Internal Control-Integrated Framework publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances de la Société avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont conclu que les contrôles et procédures internes à l'égard de l'information financière étaient conçus adéquatement et fonctionnent de manière efficace.

La Société n'a apporté aucun changement important à la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours des périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 janvier 2011 ayant eu une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière. Malgré l'évaluation qu'elle en a faite, la direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception ou de leur mise en application, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints. Dans l'éventualité imprévisible qu'une omission survienne dans la communication ou les contrôles et procédures internes, ou qu'une erreur de nature importante se produise, la Société compte prendre les mesures nécessaires afin d'en minimiser les conséquences.

RISQUES ET ÉVENTUALITÉS

La Société est sujette à différents facteurs de risque et éventualités reliées à des poursuites potentielles, des impôts, des accords commerciaux et autres obligations commerciales. Les contrats et autres obligations commerciales sont principalement reliés à des contrats de location-exploitation. La Société enregistre des engagements et éventualités lorsque qu'une perte est probable et peut être déterminée. Des changements significatifs tant qu'à l'estimation des conséquences ainsi que l'évaluation des montants pourrait résulter en la reconnaissance d'engagements additionnels.

Risque lié à l'industrie

Le succès de la Société sur le marché du sans fil commercial est tributaire dans une large mesure des investissements des clients dans des infrastructures sans fil. Les clients pourraient diminuer leurs dépenses en immobilisations en réaction à la baisse actuelle et prévue de la demande des consommateurs à l'égard de leurs produits et services. Si l'incertitude économique actuelle se poursuit, la demande pour les produits sans fil commerciaux de Mitec pourrait diminuer considérablement ou ne pas s'accroître, ce qui aurait un effet défavorable sur les produits d'exploitation. En outre, la nécessité d'investir dans l'ingénierie, la recherche et le développement et la commercialisation requis pour pénétrer les marchés et maintenir le service à la clientèle limitent le pouvoir de la Société de comprimer les frais en période de ralentissement économique.

Dépendance à l'égard de quelques clients

La Société est exposée à un risque qui découle du fait qu'elle dépend de certains contrats et clients importants. Un client représentait 36 % du chiffre d'affaires de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2011 et 44 % des débiteurs au 31 janvier 2011 (en 2010, un client représentait plus de 12 % du chiffre d'affaires de la période de trois mois terminée

le 31 janvier 2010). Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2011, ce même client représentait 82 % des ventes dans le secteur Télécommunications (2010 – deux clients représentaient 68 % des ventes dans le secteur Télécommunications). Un client représentait 14 % des ventes dans le secteur Satellites pour les trois mois terminés le 31 janvier 2011 (2010 – néant).

Pour la période de neuf mois terminée le 31 janvier 2010, deux clients représentaient 39 % des ventes (en 2010, aucun client ne représentait plus de 10 % du chiffre d'affaires pour la même période). Deux clients représentaient 84 % des ventes dans le secteur Télécommunications (en 2010 – 68 %).

Bien que la Société déploie des efforts considérables pour entretenir ses relations avec ses clients, rien ne peut garantir que Mitec sera en mesure de réaliser à des conditions avantageuses des ventes auprès de ces clients dans le futur, ni que ceux-ci continueront de s'approvisionner auprès de Mitec. Toutes les modifications apportées à leurs stratégies commerciales, aux échéances, ou aux questions de commercialisation, peuvent avoir une incidence financière considérable sur Mitec. Mitec s'emploie énergiquement à accroître sa clientèle et à diversifier ses réseaux des ventes dans chaque secteur, afin d'atténuer ce risque. Par ailleurs, Mitec maintiendra une stratégie de croissance équilibrée surtout afin d'exploiter le caractère anticyclique des activités des secteurs des télécommunications et des communications par satellites.

Secteur d'activité des clients

En règle générale, les composantes et les sous-systèmes intégrés offerts doivent être conçus sur mesure aux fins d'utilisation dans les produits des clients. Par conséquent, la Société écoule ses produits auprès d'un nombre relativement modeste de clients, et doit incorporer à ses produits des caractéristiques techniques propres à chaque client. Mitec choisit ses clients en évaluant ses chances de réussite sur le marché, toutefois, celle-ci ne sont pas assurées. Si ses clients n'obtiennent pas le succès escompté, le temps requis pour adapter les caractéristiques techniques de ses produits aux exigences d'un autre client peut reporter le moment où les ventes sont réalisées ou l'empêcher d'offrir ses produits sur le marché en temps opportun, voire de les offrir. Si, pour une raison ou pour une autre, ses clients décidaient de produire eux-mêmes leurs systèmes et sous-systèmes RF et hyperfréquences, d'augmenter le pourcentage de la production prise en charge, de lui imposer une fabrication conjointe ou encore de lui faire directement concurrence, ses produits d'exploitation chuteraient, entraînant des retombées défavorables sur ses résultats d'exploitation.

Risque lié à la production

Les résultats trimestriels de la Société ont fluctué considérablement dans le passé et cette tendance est susceptible de se maintenir. Ces fluctuations découlent d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéancier, l'annulation ou le report des estimations des clients à l'égard d'un produit, les commandes des clients et les expéditions qui leur sont destinées, l'établissement des prix et la combinaison des produits vendus, le lancement de nouveaux produits; la capacité d'obtenir des composantes et des sous-ensembles auprès des fournisseurs, et les variations quant à l'efficacité du processus de fabrication. L'un de ces facteurs pourrait avoir d'importantes répercussions sur les résultats d'exploitation d'un trimestre donné.

Par ailleurs, dans certains cas Mitec dépend de fournisseurs uniques ou d'un choix limité de fournisseurs pour obtenir les services et le matériel nécessaires à la fabrication de ses produits. Si elle ne parvenait pas à obtenir une quantité suffisante de ces composantes, la production et la livraison des produits seront retardées, la Société risquerait de perdre des clients et la rentabilité pourra en subir les conséquences.

La dépendance envers des fournisseurs uniques engendre d'autres risques comme un contrôle moins serré des coûts de production, du calendrier de livraison, de la fiabilité et de la qualité

des matériaux. Tout défaut d'obtenir la livraison en temps voulu d'un matériel de qualité acceptable ou toute autre circonstance qui obligerait à rechercher d'autres fournisseurs, est susceptible de diminuer la capacité de livrer les produits aux clients. Bien qu'il soit peu probable de subir une augmentation des coûts, lesquels sont strictement gérés au moyen d'ententes officieuses à long terme avec ses principaux fournisseurs, une telle augmentation pourrait se traduire en pertes si Mitec ne parvenait pas à les récupérer aux termes d'engagements de production à prix fixe auprès de ses clients.

Risque lié à l'exploitation

Les activités qu'exerce la Société sont soumises à des risques liés à l'exploitation, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des principaux fournisseurs, les garanties relatives au rendement des produits, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles acquisitions, la dépendance envers le personnel clé et la dépendance à l'égard des systèmes d'information, lesquels sont tous des facteurs susceptibles d'entraver la capacité de la Société à respecter ses obligations.

Nouveaux produits et changement technologique

Les marchés pour les produits de la Société sont caractérisés par l'évolution rapide des technologies impliquant l'introduction fréquente de nouveaux produits. Le succès de la Société dépendra dans une large mesure de l'acceptation des nouveaux produits sur les marchés et de la capacité à améliorer les produits existants afin de satisfaire les besoins sans cesse changeants des clients. L'investissement en R & D demeure un élément primordial de l'entreprise, et continuera d'être complété par des technologies externes. Il ne peut y avoir aucune assurance que la Société sera couronnée de succès dans les phases d'identification, de développement, de fabrication et de commercialisation de nouveaux produits. En outre, il ne peut y avoir aucune assurance que les produits ou technologies développées par d'autres ne rendra les produits ou technologies de Mitec non concurrentiels ou obsolètes.

Cadres supérieurs et autres employés clés

Le succès de la Société est en grande partie attribuable au leadership et à l'expérience de son équipe de direction et de certains employés clés. La perte inattendue de ses cadres ou de certains employés clés ou l'incapacité de la Société à recruter ou conserver ces individus dans le futur pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation et sur les succès de la Société. Afin d'atténuer ce risque, la Société évalue et ajuste sa rémunération en fonction des conditions en vigueur dans le marché et a mis en place un programme de rémunération incitative pour ses employés clés.

Rapatriement des liquidités dégagées par une filiale à l'étranger

La Société dégage des liquidités de sa filiale à l'étranger. Le processus concernant le rapatriement de ces liquidités au Canada est assujéti à des lois gouvernementales et peut faire l'objet de restrictions.

Conjoncture économique

Les récents changements dans la situation économique mondiale représentent un risque pour la Société puisqu'ils peuvent diminuer la capacité des clients de la Société à avoir accès à des sources de financement pour leurs investissements en immobilisations pouvant résulter en des délais dans les commandes et augmenter les fluctuations trimestrielles. Cela pourrait également affecter les activités de la Société. À titre d'exemple, la réduction massive des activités de fabrication suite à des conditions économiques défavorables pourraient entraîner des dépenses significatives reliées au licenciement temporaire ou au congédiement de ses employés. La Société dispose de produits et de technologies qui permettent la réduction des coûts d'opérations en réduisant les coûts reliés à la bande passante pourrait influencer positivement certains clients, aux prises avec des contraintes budgétaires, à continuer d'acheter de l'équipement.

La base de clientèle de la Société est bien répartie mondialement et n'est pas exclusivement dépendante à une région ou à une autre, cette façon de répartir le risque devrait permettre à la Société de prendre avantage lorsque la reprise économique sera perceptible. Le ralentissement dans la disponibilité du crédit au niveau mondial demeure un risque économique. La situation dans le domaine du crédit est fluide et il demeure difficile de prédire les prochains événements. La Société a une facilité de crédit.

Les résultats d'exploitation futurs de la société dépendront considérablement de la capacité de ses dirigeants et employés clés à gérer les conditions changeantes des affaires, à mettre en œuvre son plan stratégique et à améliorer son contrôle opérationnel, financier et ses systèmes de comptabilisation.

Risque de crédit

La Société est exposée aux risques de crédit portant sur sa trésorerie, ses placements à court terme et ses débiteurs. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés ou autres types d'instruments financiers pour atténuer les risques de crédit de sorte que l'exposition maximal au risque auquel s'expose la Société est égal à la valeur comptable ou leur valeur nominale de la valeur des instruments financiers en question. La Société minimise le risque de crédit en s'assurant que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus par des institutions financières de grande réputation.

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue des évaluations de crédit de ses clients sur une base continue et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont maintenues dans l'éventualité de pertes sur créances. Il est possible que le montant réel des pertes découlant des débiteurs, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

Les débiteurs étrangers des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada (« EDC »), et les clients de la Société sont dispersés dans différentes régions géographiques. Un client représentait 36 % des débiteurs au 31 janvier 2011 (en 2010, deux clients représentaient plus de 48 % des débiteurs au 31 janvier 2010).

L'âge des comptes-clients au 31 janvier 2011 se détaillait comme suit :

	2011
	\$
Courant	4 561
31 – 60 jours	987
Plus de 61 jours	872
Débiteurs	6 420
Moins : provision pour créances douteuses	(59)
	6 361

Risque de liquidités

Le risque de liquidités désigne le risque que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société s'acquitte présentement de ses obligations financières à même sa trésorerie. L'approche de la Société en matière de gestion des liquidités est de s'assurer qu'elle aura suffisamment de liquidités pour régler ses passifs lorsqu'ils deviendront exigibles, dans des conditions normales aussi bien qu'inhabituelles, sans subir de pertes ou porter atteinte aux flux monétaires courants et budgétés. De plus, le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'opérations et des dépenses en immobilisations ainsi que les transactions importantes en dehors du cours normal des affaires incluant les propositions de fusion et d'acquisition et tout autre investissement ou désinvestissement majeur. Par le passé, la Société a financé ses projets d'expansion et ainsi que ses pertes d'opérations principalement par une opération de placement de titres.

Au 31 janvier 2011, la Société disposait d'un fonds de roulement de 5 032 000 \$ (2010 – 4 880 000 \$). La Société a de la trésorerie et équivalents de trésorerie et un fond de roulement suffisant pour s'acquitter de ses obligations financières. La facilité de crédit est utilisée afin de supporter les besoins en fonds de roulement. Au 31 janvier 2011, 537 000 \$ (2010 – 1 229 000 \$) ont été utilisés de la facilité de crédit.

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société au 31 janvier 2011 :

	Facilité de Credit	Créditeurs	Dettes à long terme	Contrats de location- exploitation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Moins d'un an	537	3 246	1 910	427	5 620
2 – 3 ans	—	—	—	296	296
4 – 5 ans	—	—	—	—	—
Plus de 5 ans	—	—	—	—	—
	537	3 246	1 910	723	5 916

Taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financiers variera en fonction de changements aux taux d'intérêts du marché. Toutefois, une variation des taux d'intérêts n'aurait pas d'incidence sur les résultats ou sur les capitaux propres de la Société.

Risque du taux de change

La Société est une exploitation internationale, et une tranche importante des dépenses encourues sont en dollars américains. Une variation importante du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain pourrait avoir des répercussions importantes sur les résultats, la situation financière ou les flux de trésorerie. La Société utilise quelques contrats de change afin de diminuer son exposition face à un risque de fluctuations des devises étrangères pour laquelle elle n'a pas choisi d'utiliser la comptabilité de couverture. Au 31 janvier 2011, la Société ne détenait pas de contrats de change afin de réduire les risques liés aux fluctuations de taux de change.

La Société était exposée, au 31 janvier 2011, à un risque de change par le biais de sa trésorerie, ses débiteurs, créditeurs et les charges à payer libellés en dollars américains et en yuan chinois (RMB) et pour lesquels la valeur équivalente en dollars canadiens est comme suit :

	RMB	\$ US
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	96	293
Débiteurs	2 973	2 832
Créditeurs et charges à payer	1 384	937

Selon les éléments susmentionnés au 31 janvier 2011, et en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, une augmentation ou une diminution de 10 % de la valeur du dollar canadien en regard du dollar américain et du yuan entraînerait une augmentation / (diminution) du bénéfice net et du résultat étendu de 387 000 \$ / (387 000 \$).

Questions d'ordre environnemental

Les activités de la Société sont soumises aux lois de l'environnement et aux règlements associés aux risques à la santé humaine et à l'environnement. Les changements à ces lois et à règlements pourraient avoir un effet préjudiciable significatif sur les opérations de la Société et

la situation financière. La Société contrôle ces risques par les systèmes d'administration de l'environnement et les politiques.

Fluctuation du cours des actions

Le cours des actions ordinaires de la Société, à l'instar de celui des actions de plusieurs entreprises du secteur des télécommunications, est soumis à des fortes fluctuations provoquées par divers facteurs, notamment les résultats d'exploitation réels ou anticipés, les annonces d'innovations technologiques, les annonces de nouveaux produits ou des nouveaux contrats que nous avons conclus ou que des concurrents ou clients ont conclus, l'effet de la réglementation gouvernementale, les développements survenant sur le marché des télécommunications sans fil, ainsi que la conjoncture générale du marché et d'autres facteurs. De plus, les cours et les volumes sur les marchés boursiers ont subi périodiquement d'importantes fluctuations. Ces fluctuations ont eu une incidence particulière sur le cours des actions des sociétés du secteur technologique et n'avaient souvent aucun rapport avec les résultats d'exploitation des entreprises visées. Le cours de des actions ordinaires de la Société s'avère très instable et pourrait le demeurer.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET PRÉSENTATION PERMANENTE DE L'INFORMATION

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 28 février 2011. Des informations mises à jour sur Mitec, y compris la notice annuelle, peuvent être consultées sur le site Web de SEDAR à www.sedar.com.

Au 28 février 2011, 276 666 756 actions ordinaires étaient émises et en circulation ainsi qu'un total de 15 295 000 options sur actions.



MITEC TELECOM INC.

États financiers consolidés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le

31 janvier 2011

(non vérifié)

Les états financiers consolidés intermédiaires inclus dans ce rapport n'ont pas fait l'objet d'un examen par les vérificateurs externes de la Société.

MITEC TELECOM INC.
BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(en milliers de dollars canadiens)

	Au 31 janvier 2011	Au 30 avril 2010
	\$	\$
	Non vérifié	Vérifié
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	525	1 886
Placements à court terme	182	181
Comptes clients	6 361	5 732
Autres débiteurs	159	288
Impôts sur les bénéfices à recevoir	44	380
Stocks (note 4)	5 725	5 447
Charges payées d'avance et autres charges	393	493
Total de l'actif à court terme	13 389	14 407
Immobilisations corporelles	4 113	4 510
Actifs incorporels	1 498	1 762
Placements	25	25
	19 025	20 704
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Facilité de crédit (note 5)	537	733
Créditeurs et charges à payer	5 310	6 061
Passif reporté (note 6)	600	—
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 7)	1 910	—
Total du passif à court terme	8 357	6 794
Dette à long terme (note 7)	—	1 157
Total du dette à long terme	8 357	7 951
Capitaux propres		
Actions ordinaires (note 8)	132 885	132 142
Bons de souscription (note 8)	—	1 152
Composante des capitaux propres des débetures convertibles	777	768
Surplus d'apport	12 036	10 802
Déficit	(134 434)	(131 427)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(596)	(684)
Total des capitaux propres	10 668	12 753
	19 025	20 704

Nature de l'entreprise et incertitude quant à la continuité de l'exploitation (note 1)

Engagement et éventualités (note 9)

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires.

MITEC TELECOM INC.**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT ÉTENDU**

(en milliers de dollars canadiens, à l'exception des données par action et le nombre d'actions)

Non vérifié

	Pour les trois mois terminés les		Pour les neuf mois terminés les	
	2011	31 janvier 2010	2011	31 janvier 2010
	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	5 983	5 161	18 778	19 066
Coût des ventes	4 713	4 299	14 904	16 353
Bénéfice brut	1 270	862	3 874	2 713
Charges				
Frais de recherche et développement	638	1 031	2 072	2 782
Frais de vente et d'administration	1 205	1 694	4 099	4 918
Charges financières (note 12)	236	161	633	535
Perte de changes	137	279	6	682
Gain à la cession et dépréciation d'immobilisations corporelles	—	—	(1)	(25)
Rémunération à base d'actions	8	41	72	149
	2 224	3 206	6 881	9 041
Perte avant impôts sur les bénéfices	(954)	(2 344)	(3 007)	(6 328)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	—	(39)	—	(117)
Perte nette de la période	(954)	(2 305)	(3 007)	(6 211)
Variation nette du gain (perte) de conversion non-réalisée des états financiers des filiales étrangères autonomes	30	(32)	88	(383)
Résultat étendu de la période	(924)	(2 337)	(2 919)	(6 594)
Perte de base et diluée par action ordinaire	(0,00)	(0,01)	(0,01)	(0,03)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	267 010 959	220 666 756	236 114 824	220 666 756

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires.

MITEC TELECOM INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES CAPITAUX PROPRES

(En milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

Non vérifié

	Actions ordinaires		Bons de souscription		Composante des capitaux propres des déventures convertibles	Surplus d'apport	Déficit	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Capitaux propres
	# (000)	\$	# (000)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Note	8	8	8	8			(A)	(A)	
Solde au									
30 avril 2009	220 666	132 142	37 829	1 925	14	9 836	(119 980)	(280)	23 657
Émises lors de la conversion des déventures convertibles	—	—	—	—	(14)	28	—	—	14
Émises au terme d'une émission de déventures convertibles	—	—	—	—	747	—	—	—	747
Bons de souscription échus	—	—	(14 226)	(774)	—	774	—	—	—
Rémunération à base d'actions	—	—	—	—	—	149	—	—	149
Autres éléments du résultat étendu pour la période	—	—	—	—	—	—	—	(383)	(383)
Perte nette pour la période	—	—	—	—	—	—	(6 211)	—	(6 211)
Solde au									
31 janvier 2010	220 666	132 142	23 603	1 151	747	10 787	(126 191)	(663)	17 973
Solde au									
30 avril 2010	220 666	132 142	23 603	1 152	768	10 802	(131 427)	(684)	12 753
Émises comptant (nette des frais d'émission de 94 \$)	55 167	693	—	—	—	—	—	—	693
Émises lors de la conversion des déventures convertibles	834	50	—	—	(21)	10	—	—	39
Émises au terme d'une émission de déventures convertibles	—	—	—	—	30	—	—	—	30
Bons de souscription échus	—	—	(23 603)	(1 152)	—	1 152	—	—	—
Rémunération à base d'actions	—	—	—	—	—	72	—	—	72
Autres éléments du résultat étendu pour la période	—	—	—	—	—	—	—	88	88
Perte nette pour la période	—	—	—	—	—	—	(3 007)	—	(3 007)
Solde au									
31 janvier 2011	226 667	132 885	—	—	777	12 036	(134 434)	(596)	10 668

(A): Le total du déficit et du cumul des autres éléments du résultat étendu est de 135 030 \$ (2010 – 126 854 \$). Le cumul des autres éléments du résultat étendu est composé exclusivement des gains ou pertes de conversion non réalisés des états financiers des filiales étrangères autonomes.

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires.

MITEC TELECOM INC.
ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(en milliers de dollars canadiens)

Non vérifié

	Pour les trois mois terminés les		Pour les neuf mois terminés les	
	2011	31 janvier 2010	2011	31 janvier 2010
	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Perte nette	(954)	(2 305)	(3 007)	(6 211)
Ajout des éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement de la valeur des immobilisations corporelles et des actifs incorporels	342	420	958	1 309
Gain à la cession et dépréciation d'immobilisations corporelles	—	—	(1)	(25)
Rémunération à base d'actions	8	41	72	149
Charge de désactualisation du passif à long terme	128	93	373	308
Recouvrement d'impôt	—	(39)	—	(117)
	(476)	(1 790)	(1 605)	(4 587)
Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation (note 10)	164	1 606	(385)	2 198
Flux de trésorerie d'exploitation	(312)	(184)	(1 990)	(2 389)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(26)	(35)	(352)	(361)
Acquisitions d'actifs incorporels	—	(10)	—	(12)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	—	10	37	45
Acquisitions de placements à court terme	—	—	(363)	(181)
Ventes de placements à court terme	—	—	362	181
Flux de trésorerie d'investissement	(26)	(35)	(316)	(328)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Émission de débentures garanties	—	(24)	500	1 679
Remboursement de débentures garanties	(50)	—	(50)	—
Émission d'actions ordinaires au comptant	693	—	693	—
Remboursement de la facilité de crédit	(692)	—	(196)	(1 400)
Flux de trésorerie de financement	(49)	(24)	947	279
Gain (perte) de change sur trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaie étrangère	4	2	(2)	(11)
Diminution nette de la trésorerie à la fin de la période	(383)	(241)	(1 361)	(2 449)
Trésorerie au début de la période	908	2 277	1 886	4 485
Trésorerie à la fin de la période	525	2 036	525	2 036

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires.

MITEC TELECOM INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 janvier 2011

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

1. NATURE DE L'ENTREPRISE ET INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Mitec Telecom Inc. (« Mitec » ou la « Société »), qui est un fournisseur de matériel de communication basé sur les connaissances exerçant ses activités sur les marchés mondiaux des communications sans fil et des télécommunications par satellite, a été constituée en vertu de *la Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de l'entité, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités. Au cours des neuf derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. La Société a un déficit cumulé de 134 434 000 \$ au 31 janvier 2011. Au cours des derniers exercices, la Société a financé son d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à atteindre un niveau satisfaisant de chiffre d'affaires, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables, de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états consolidés intermédiaires.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. Approcher des prêteurs et des investisseurs potentiels pour réaliser un financement additionnel par voie de dette et/ou de capital actions;
2. Explorer, sous la guidance du comité fusions et acquisitions (composé de membres de la direction, d'administrateurs et de conseillers de la Société), diverses possibilités reliées à la vente de secteurs d'activités identifiés, la vente de certains actifs;
3. Analyser les diverses possibilités afin de rationaliser ses secteurs d'activités des télécommunications et des communications par satellite et concentrer ses efforts auprès de créneaux de marchés choisis avec comme objectif d'assurer que la Société pourra générer une profitabilité continue à long terme.

La direction croit qu'en réussissant à sécuriser un financement additionnel et / ou à réaligner ses activités des télécommunications et des communications par satellite, et que, grâce au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement dans un avenir prévisible. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

MITEC TELECOM INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 janvier 2011

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus (« PGCR ») du Canada pour des états financiers intermédiaires et de façon cohérente avec les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 30 avril 2010. Certains chiffres correspondants du trimestre antérieur ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle du trimestre considéré. Les présents états financiers ne comprennent pas toute l'information requise par les principes comptables généralement reconnus qui s'appliquent aux états financiers annuels. Cependant, ces états financiers consolidés intermédiaires doivent donc être lus de concert avec les plus récents états financiers consolidés annuels vérifiés de la Société et les notes y afférentes. Pour une description complète des conventions comptables, veuillez consulter ces états financiers.

Les événements postérieurs à la date du bilan ont été évalués jusqu'au 9 mars 2011, date à laquelle ces états financiers consolidés intermédiaires ont été déposés par voie électronique sur le site Web du Système électronique de données, d'analyse et de recherche des Autorités canadiennes des valeurs mobilières (« SEDAR »).

3. NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Regroupements d'entreprises

Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », remplace le chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises ». Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et constitue l'équivalent canadien de la norme IFRS 3 (révisée), Regroupements d'entreprises. Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice devant être ouvert à compter du 1^{er} janvier 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

Consolidation des états financiers

Le chapitre 1601, « États financiers consolidés » et le chapitre 1602, « Participations ne donnant pas le contrôle » remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 établit des normes de présentation des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes sont équivalentes aux dispositions correspondantes de la norme IAS 27 (révisée), « États financiers consolidés et individuels ». Les chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouveaux chapitres sur les états financiers consolidés.

Normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR du Canada tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement harmonisés avec les IFRS, telles qu'elles sont publiées par le Conseil des normes comptables internationales. La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels liés aux exercices débutant le 1^{er} janvier 2011 ou après cette date. Par conséquent, la Société sera tenue de se conformer aux IFRS pour ses états financiers annuels du 30 avril 2012 débutant avec ses états financiers intermédiaires du premier trimestre se terminant le 31 juillet 2011.

CPN-175 - Accords de prestations multiples générateurs de produits

En décembre 2009, l'ICCA a publié le CPN-175, Accords de prestations multiples générateurs de produits, qui remplace le CPN-142, Accords de prestations multiples générateurs de produits. Cet abrégé a été modifié afin de : (1) fournir des directives mises à jour permettant de déterminer s'il y a présence de prestations multiples, si les prestations devraient être séparée et la contrepartie attribuée; (2) exiger, dans le cas où un fournisseur ne dispose pas d'une preuve objective émanant du fournisseur (ci-après appelée preuve interne) ou d'une preuve émanant d'un tiers (ci-après appelée preuve externe), que

MITEC TELECOM INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 janvier 2011

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

l'entité attribue le produit d'un accord en se fondant sur sa meilleure estimation de la méthode du prix de vente relatif; (3) éliminer l'utilisation de la méthode du montant résiduel et exiger d'une entité d'allouer ses revenus en utilisant la méthode du prix de vente relatif; et (4) exiger d'étendre les informations qualitatives et quantitatives à fournir à l'égard des jugements importants faits dans le cadre de l'application de cette directive. Les modifications comptables présentées dans le CPN-175 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. L'adoption anticipée est permise. L'adoption peut être faite de manière prospective ou par application rétrospective. Si l'on opte pour l'adoption anticipée de l'abrégié, au cours d'une période autre que la première période de l'exercice, les dispositions de l'abrégié devraient être appliquées rétroactivement à compter du début de l'exercice de la Société. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence future de ces modifications sur ses états financiers et elle n'a pas encore décidé d'un échéancier et d'une méthode d'adoption.

4. STOCKS

	Au 31 janvier 2011	Au 31 janvier 2010
		\$
Matières premières et composantes acquises	3 371	3 492
Produits en cours	2 002	1 461
Produits finis	352	589
	5 725	5 542

Le montant des stocks compris dans le coût des ventes s'élève à 3 525 000 \$ (2010 – 2 483 000 \$) pour les trois mois terminés le 31 janvier 2011 et 10 873 000 \$ (2010 – 9 758 000 \$) pour les neuf mois terminés le 31 octobre 2010.

5. FACILITÉ DE CRÉDIT

La facilité de crédit permet un montant d'emprunt maximal total égal au moindre des montants suivants :

- i) 2,5 millions \$
- ii) 85% des créances admissibles.

Au 31 janvier 2011, la capacité d'emprunt de la Société était de 1 472 000 \$ sur laquelle 537 000 \$ avait été utilisée. La facilité de crédit porte intérêt au taux préférentiel applicable de l'institution financière majoré de 2,5%. Le taux effectif d'intérêt pour la période terminée le 31 janvier 2011 était de 6,25%.

La facilité de crédit est garantie par une hypothèque mobilière d'un montant de 3,25 millions \$ sur les actifs de la Société ayant le premier rang sur les débiteurs (d'une valeur comptable de 2 525 000 \$ au 31 janvier 2011) et les stocks (d'une valeur comptable de 4 084 000 \$ au 31 janvier 2011) et un rang inférieur sur tous les autres actifs. La facilité de crédit a une date d'expiration d'un an avec une période de renouvellement automatique d'un an à chaque année.

6. PASSIF REPORTÉ

	Au 31 janvier 2011	Au 31 janvier 2010
		\$
Dépôt	600	—
	600	—

MITEC TELECOM INC.**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

31 janvier 2011

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

7. DETTE À LONG TERME

	Au 31 janvier 2011	Au 31 janvier 2010
		\$
a) Débentures convertibles, portant intérêt à 12% et remboursées en octobre 2011	1 460	1 041
b) Débentures garanties, portant intérêt à 15 % et venant à échéance en avril 2011	450	—
	1 910	1 041
Moins : tranche échéant à moins d'un an	1 910	—
	—	1 041

En octobre 2010, la Société a émis 500 000 \$ de débentures garanties. Ces débentures portent intérêts au taux de 15%, payable mensuellement et viennent à échéance en avril 2011. Les débentures sont garanties par une hypothèque de premier rang grevant tous les actifs à l'exception des comptes débiteurs, l'inventaire et une hypothèque enregistrée des actions de Keragis Corporation et de Mitec Communications Ltée. Durant le trimestre, 50 000 \$ des débentures garanties ont été remboursées durant le trimestre. Suite au remboursement initial, la Société a décidé de rembourser intégralement les débentures garanties.

Au 31 janvier 2011, la valeur nominale des débentures convertibles s'établissait à 1 807 000 \$ (2010 – 1 857 000 \$).

8. CAPITAL ACTIONS**Autorisé**

Nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries et dont les conditions sont déterminées par le conseil d'administration.

Nombre illimité d'actions ordinaires.

Actions ordinaires émises et en circulation

Le capital-actions émis et en circulation est présenté dans les états consolidés intermédiaires des capitaux propres.

Le 15 novembre 2010, la Société a émis 55 166 167 actions ordinaires par un placement privé à un prix de 0,01425 \$ par part. Le produit brut total de cette émission a été de 0,8 million \$ et a été réduit par des frais d'émission de 94 000 \$.

Bons de souscription

Le nombre de bons de souscription en circulation s'établit comme suit :

Prix d'exercice	Date d'expiration	Au 31 janvier 2011	Date d'expiration	Au 31 janvier 2010
		# (000)		# (000)
0,10 \$	—	—	30 octobre 2010	4 651
0,22 \$	—	—	30 octobre 2010	18 952
		—		23 603

MITEC TELECOM INC.**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

31 janvier 2011

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

Résultat par action

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires s'établit comme suit :

	Au 31 janvier	
	2011	2010
	#	#
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	236 114 824	220 666 756
Incidence des options sur actions et bons de souscription dilutifs, montant net	—	—
Nombre dilué moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	236 114 824	220 666 756

Pour les périodes terminées les 31 janvier 2011 et 2010, l'effet sur la perte par action ordinaire des options sur actions et des bons de souscription potentiellement exerçables a été antidilutif; la perte de base et la perte diluée par action sont donc égales.

Rémunération à base d'actions

La Société utilise la méthode basée sur le modèle d'évaluation de Black et Scholes afin de comptabiliser la charge de rémunération à base d'actions. La juste valeur des options attribuées durant chacune des périodes a été estimée selon le modèle d'évaluation de Black Scholes en fonction de la moyenne pondérée des hypothèses suivantes :

	31 janvier	31 janvier
	2011	2010
Volatilité	— %	104,6%
Taux d'intérêt sans risque	— %	2,66%
Taux de rendement	— %	0%
Durée de vie, en années	— %	5
Juste valeur moyenne pondérée à la date de l'attribution	— \$	0,07 \$

Les changements apportés au nombre d'options sur actions en circulation attribuées par la Société et à leur prix d'exercice moyen pondéré sont comme suit :

	Au		Au	
	31 janvier 2011		31 janvier 2010	
		\$		\$
Solde au début de l'année	15 308 750	0,18	14 818 050	0,19
Attribuées	—	—	500 000	0,07
Annulées	44 750	1,70	(9 300)	4,51
Solde à la fin de la période	15 264 000	0,18	15 308 080	0,19
Options exerçables à la fin de la période	14 464 900	0,18	12 765 850	0,20

MITEC TELECOM INC.**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

31 janvier 2011

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

9. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

- a) La Société et ses filiales se sont engagées en vertu de contrats de location-exploitation à louer des propriétés et du matériel. Les paiements minimums annuels futurs en vertu des contrats de location s'établissent comme suit :

	Au 31 janvier 2011
	\$
1 an	436
2 - 3 ans	296
Plus de 3 ans	—
	722

- b) La Société fait face, le cas échéant, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités et a enregistré une provision dans certaines circonstances. La direction est d'avis qu'une décision finale au sujet de ces poursuites ne peut être prise pour l'instant, mais que celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

10. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liées aux activités poursuivies se présentent comme suit :

Pour les trois mois terminés les**Pour les trois mois terminés les**

	31 janvier		31 janvier	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Comptes clients et autres débiteurs	612	1 531	(392)	610
Stocks	282	578	(278)	2 546
Charges payées d'avance et autres charges	(73)	13	100	(27)
Impôts sur les bénéfices à recevoir	(6)	144	336	(171)
Créditeurs et charges à payer	(1 251)	(660)	(751)	(760)
Passif reporté	600	—	600	—
	164	1 606	(385)	2 198
Intérêts payés	95	3	247	152

L'amortissement des immobilisations corporelles a été comptabilisé comme suit :

Coût des ventes	211	209	571	613
Frais de recherche et développement	4	2	36	9
Frais de vente et d'administration	28	29	74	84
	243	240	681	706

L'amortissement des actifs incorporels a été comptabilisé comme suit :

Coût des ventes	2	2	6	7
Frais de recherche et développement	5	7	11	13
Frais de vente et d'administration	92	219	260	583
	99	225	277	603

MITEC TELECOM INC.**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

31 janvier 2011

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

11. INFORMATIONS SECTORIELLES**a) Informations sectorielles utilisées par la direction**

Mitec organise son entreprise en deux secteurs d'activité principaux afin de prendre des décisions de gestion et d'évaluer le rendement. Ces secteurs d'activités sont les télécommunications (« Télécommunications »), et les communications par satellites et terrestres (« Satellites »). La Société exerce actuellement ses activités au Canada, en Chine et aux États-Unis.

Le secteur Télécommunications touche à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les marchés du sans-fil et des services cellulaires. Le secteur Satellites participe à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les satellites et les microstations terriennes.

La direction calcule le rendement de chaque secteur en fonction du bénéfice brut, puisque les autres charges ne peuvent être attribuées à chaque secteur individuel. De plus, les secteurs se partagent certains stocks et immobilisations.

Les informations pour chaque secteur pour les trois mois terminés les 31 janvier se résument comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	2 625	1 140	3 358	4 021	5 983	5 161
Coût des produits vendus	2 480	1 293	2 233	3,006	4 713	4 299
Bénéfice brut	145	(153)	1 125	1 015	1 270	862
Charges					2 224	3 206
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices					—	(39)
Perte nette de la période					(954)	(2 305)

Les informations pour chaque secteur pour les six mois terminés les 31 janvier se résument comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	8 630	5 330	10 148	13 736	18 778	19 066
Coût des produits vendus	7 654	5 394	7 250	10 959	14 904	16 353
Bénéfice brut	976	(64)	2 898	2 777	3 874	2 713
Charges					6 881	9 041
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices					—	(117)
Perte nette de la période					(3 007)	(6 211)

La ventilation des actifs pour chaque secteur est la suivante :

	Au 31 janvier 2011			Au 31 janvier 2010		
	Télécom- munications	Satellites	Total	Télécom- munications	Satellites	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs à court terme	4 810	7 744	12 554	3 476	8 151	11 627
Actifs à long terme	1 590	3 980	5 570	1 858	7 493	9 351
	6 400	11 724	18 124	5 334	15 644	20 978
Autres			901			2 725
Total			19 025			23 703

MITEC TELECOM INC.**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

31 janvier 2011

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

b) Informations sur la Société

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la région de production géographique :

	Pour les trois mois terminés les		Pour les neuf mois terminés les	
	2011	31 janvier 2010	2011	31 janvier 2010
	\$	\$	\$	\$
Canada	3 737	4 157	11 489	14 516
États-Unis	630	409	1 340	1 120
Asie	2 388	913	7 551	4 305
Inter-pays	(772)	(318)	(1 602)	(875)
	5 983	5 161	18 778	19 066

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la destination du produit :

	Pour les trois mois terminés les		Pour les neuf mois terminés les	
	2011	31 janvier 2010	2011	31 janvier 2010
	\$	\$	\$	\$
Canada	255	144	748	1 447
États-Unis	2 168	2 522	6 331	7 831
Europe	2 186	1 043	6 039	4 233
Asie	825	924	3 558	2 375
Autres	54	529	2 102	3 179
	5 983	5 161	18 778	19 066

12. CHARGES FINANCIÈRES

	Pour les trois mois terminés les		Pour les neuf mois terminés les	
	2011	31 janvier 2010	2011	31 janvier 2010
	\$	\$	\$	\$
Intérêts sur les débetures convertibles	76	55	188	203
Charge de désactualisation du passif à long terme	128	93	373	308
Frais bancaires et autres frais	33	16	81	34
Revenus d'intérêts	(1)	(3)	(9)	(10)
	236	161	633	535

13. GESTION DU CAPITAL

La Société regroupe les composantes des capitaux propres et de sa dette à long-terme dans la définition du capital. La Société gère sa structure de capital afin d'assurer la continuité de l'exploitation et afin d'avoir la souplesse financière permettant d'assurer sa croissance organique, financer certaines acquisitions choisies et y apporte des ajustements en fonction des variations de la conjoncture économique. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions ou de nouveaux titres de créance, ou contracter de nouveaux crédits-bails.

Historiquement, la Société n'a pas versé de dividendes à ses actionnaires.

MITEC TELECOM INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 janvier 2011

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

Le capital de la Société se compose de la dette à long terme et des capitaux propres qui comprennent le capital-actions et n'a pas d'exigences externes. La Société n'a pas modifié sa politique de gestion du capital durant la période.

	Au 31 janvier	
	2011	2010
	\$	\$
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	1 910	1 041
Capitaux propres	10 668	17 973
	12 578	19 014

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

Le classement des instruments financiers en date du 31 janvier ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur respectives se présentent comme suit:

	Au 31 janvier	
	2011	2010
	\$	\$
Détenu à des fins de transaction (à la juste valeur)		
Trésorerie	525	2 036
Disponible à la vente (à la juste valeur)		
Placements à court terme	182	181
Placements dans une société privée	25	25
Prêts et créances et autres passifs financiers (coût après amortissement)		
Débiteurs	6 361	4 849
Facilités de crédit	537	—
Créditeurs et passif reporté	3 846	4 689
Dette à long-terme incluant les débentures convertibles	1 910	1 041

15. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à certains risques d'ordre financier, notamment les risques liés au crédit, aux liquidités, aux taux de change et taux d'intérêt. Il n'y a eu aucun changement dans l'exposition au risque et dans ses objectifs, politiques et procédures de gestion par rapport à l'exercice précédent.

Facteur de risques

Le programme de gestion des risques de la Société cherche à minimiser les effets potentiellement négatifs de ces risques sur la performance financière de la Société et ultimement la valeur pour ses actionnaires. La Société gère ses risques et son exposition aux risques par une combinaison de pratiques commerciales loyales, des instruments dérivés, un système de contrôles internes et un système de contrôles sur les informations à fournir.

Risque de crédit

La Société est exposée aux risques de crédit portant sur sa trésorerie, ses placements à court terme, ses débiteurs et sur ses autres débiteurs. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés ou autres types d'instruments financiers pour atténuer les risques de crédit de sorte que l'exposition maximal au risque auquel s'expose la Société est égal à la valeur comptable ou leur valeur nominale de la valeur des instruments financiers en question. La Société minimise le risque de crédit en s'assurant que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus par des institutions financières de grande réputation.

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue des évaluations de crédit de ses clients sur une base continue et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont maintenues dans l'éventualité de pertes sur créances. Il est possible

MITEC TELECOM INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 janvier 2011

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

que le montant réel des pertes découlant des débiteurs, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

Les débiteurs étrangers des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada (« EDC »), et les clients de la Société sont dispersés dans différentes régions géographiques. Un client représentait 36 % du chiffre d'affaires de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2011 et 44 % des débiteurs au 31 janvier 2011 (en 2010, un client représentait plus de 12 % du chiffre d'affaires de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2010 et plus de 15 % des débiteurs au 31 janvier 2010). Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2011, ce même client représentait 82 % des ventes dans le secteur Télécommunications (2010 – deux clients représentaient 68 % des ventes dans le secteur Télécommunications). Un client représentait 14% des ventes dans le secteur Satellites pour les trois mois terminés le 31 janvier 2011 (2010 – néant).

Pour la période de neuf mois terminée le 31 janvier 2010, deux clients représentaient 39 % des ventes (en 2010, aucun client ne représentait plus de 10 % du chiffre d'affaires pour la même période). Deux clients représentaient 84% des ventes dans le secteur Télécommunications (en 2010 - 68%).

L'âge des comptes-clients se détaillait comme suit :

	Au 31 janvier	
	2011	2010
	\$	\$
Courant	4 561	3 037
31 – 60 jours	987	1 675
Plus de 61 jours	872	349
Débiteurs	6 420	5 061
Moins : provision pour créances douteuses	(59)	(212)
	6 361	4 849

Risque de liquidité

Le risque de liquidités désigne le risque que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société s'acquitte présentement de ses obligations financières à même sa trésorerie. L'approche de la Société en matière de gestion des liquidités est de s'assurer qu'elle aura suffisamment de liquidités pour régler ses passifs lorsqu'ils deviendront exigibles, dans des conditions normales aussi bien qu'inhabituelles, sans subir de pertes ou porter atteinte aux flux monétaires courants et budgétés. De plus, le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'opérations et des dépenses en immobilisations ainsi que les transactions importantes en dehors du cours normal des affaires incluant les propositions de fusion et d'acquisition et tout autre investissement ou désinvestissement majeur. Par le passé, la Société a financé ses projets d'expansion et ainsi que ses pertes d'opérations principalement par une opération de placement de titres.

Au 31 janvier 2011, la Société disposait d'un fonds de roulement de 5 032 000 \$ (2010 – 9 328 000 \$). La Société a de la trésorerie et équivalents de trésorerie et un fond de roulement suffisant pour s'acquitter de ses obligations financières. La facilité de crédit, tel que décrite à la note 5, est utilisée afin de supporter les besoins en fonds de roulement. Au 31 janvier 2011, 537 000 \$ (2010 – néant) ont été utilisés de la facilité de crédit.

MITEC TELECOM INC.**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

31 janvier 2011

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société :

Au 31 janvier 2011

Date d'échéance	Facilité de crédit	Créditeurs	Dettes à long terme	Contrats de location-exploitation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Moins d'un an	537	3 246	1 910	427	5 620
2 – 3 ans	—	—	—	296	296
4 – 5 ans	—	—	—	—	—
Plus de 5 ans	—	—	—	—	—
	537	3 246	1 910	723	5 916

Risque du taux de change

La Société est une exploitation internationale, et une tranche importante des dépenses encourues sont en dollars américains. Une variation importante du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain pourrait avoir des répercussions importantes sur les résultats, la situation financière ou les flux de trésorerie. La Société n'utilise pas de contrats de change afin de diminuer son exposition face à un risque de fluctuations des devises étrangères.

La Société était exposé à un risque de change par le biais de sa trésorerie, ses débiteurs, créditeurs et les charges à payer libellés en dollars américains et en yuan chinois (RMB) et pour lesquels la valeur équivalente en dollars canadiens est comme suit :

	Au 31 janvier 2011	
	RMB	\$ US
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	96	293
Débiteurs	2 973	2 832
Créditeurs et charges à payer	1 384	937

Selon les éléments susmentionnés au 31 janvier 2011, et en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, une augmentation ou une diminution de 10 % de la valeur du dollar canadien en regard du dollar américain et du yuan entraînerait une augmentation / (diminution) du bénéfice net et du résultat étendu de 387 000 \$ / (387 000 \$).

Risque du taux d'intérêt

La principale source de risque de fluctuation des taux d'intérêts auquel la Société est exposée est le risque d'intérêt associé à la détermination de la juste valeur de ses obligations. Toutefois, une variation des taux d'intérêts n'aurait pas d'incidence sur les résultats ou sur les capitaux propres de la Société.

16. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS À LA DATE DU BILAN

Au 8 février 2011, la Société a remboursé 450 000 \$ de débetures garanties. De plus, en février aussi, la Société a vendu ses actions de Mitec Communications Ltd., une entreprise en propriété exclusive qui détenait la totalité des actions de Mitec Telecom (Suzhou) Co., Ltd, pour une considération brute de 4,1 millions \$ US.